

FORUM SOCIAL CONGOLAIS

Secrétariat permanent

CENADEP, 1150, avenue Tabora – Commune de Barumbu

B.P. 14.582 Kinshasa I - RDCongo

Tél: 00243998284162 – forumsocialcongolais@yahoo.fr ;

www.forum-social-rdc.org



PREMIER FORUM SOCIAL CONGOLAIS

RAPPORT NARRATIF

Kinshasa, juillet 2007

INTRODUCTION

Du 24 au 28 juin 2007, s'est tenue à Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo, la première édition du Forum Social Congolais. S'il a fallu cinq jours pour réunir en un seul lieu à savoir les sites du Jardin Botanique et du Centre Culturel du Zoo de Kinshasa, différents participants venus de toutes les provinces de la RDC, le processus ayant abouti à cet événement a été très long et jalonné de beaucoup de péripéties, notamment la structuration de la coordination, la sensibilisation des acteurs, les négociations pour la mobilisation des fonds, la méfiance des acteurs, la réticence des autorités à accorder les autorisations administratives et politiques, etc.

Si cette première édition du Forum Social congolais a été rendue possible, c'est aussi et surtout grâce à l'appui financier des partenaires étrangers et nationaux dont:

- Solidarité Socialiste/Belgique (en cofinancement avec le CGRI : Commissariat Général aux Relations Internationales – Communauté Française de Belgique)
- Centre Catholique de Lutte Contre la Faim et pour le Développement, CCFD/France
- Christian Aid / Grande Bretagne, Bureau de Kinshasa
- Centre National pour la Coopération au Développement, CNCD/Belgique.

Outre les partenaires étrangers, les acteurs impliqués dans la construction du Forum Social Congolais ont mis en place un Fonds de Solidarité auquel ont contribué 18 réseaux et organisations de la Société Civile congolaise et l'ONG internationale Hollandaise SNV.

La MONUC (Mission des Nations Unies au Congo) a soutenu quelques délégués des provinces en facilitant leur transport par avion. Elle a aussi distribué, par sa cellule Gender, des revues au Forum Social Congolais.

La oPlate-Forme 11.11.11 a aussi appuyé la participation des délégués du Réseau Ressources Naturelles.

Le Forum Social congolais a aussi bénéficié d'un appui méthodologique et/ ou moral de:

- Chanoine François Houtart du Centre Tricontinental, CETRI/Belgique et Membre du Conseil International du Forum Social Mondial
- Georges Pierre du Forum Social à Ivry-sur-Seine/France
- Ephraïm BALEMBA de l'ONG Louvain-Développement
- Centre Wallonie Bruxelles et APEFE à Kinshasa
- Forum Social de Belgique
- Forum Social de Lubumbashi/RDCongo

Les radios BBC et OKAPI ont largement couvert le Forum à l'instar de plusieurs chaînes de radio et de télévision locales.

Ce premier forum s'était fixé les **objectifs globaux suivants** :

- Favoriser des alliances solides entre les mouvements sociaux de la République Démocratique du Congo ainsi que la définition concertée d'une vision commune de changement social, politique et économique tenant compte du danger de la mondialisation néolibérale.
- La prise de conscience nationale de l'influence du contexte global sur le contexte congolais ainsi que des dangers de la mondialisation néo-libérale et de la domination du monde par la force du capital tout en incitant les acteurs sociaux à proposer et à construire des alternatives durables et partagées.

Objectifs spécifiques :

- Assurer la participation des mouvements de la société civile de l'ensemble du pays aux journées du Forum Social Congolais
- Mettre en valeur les luttes sociales en République Démocratique du Congo ainsi que l'ensemble des organisations et mouvements sociaux congolais qui les portent
- Stimuler la formulation, par les représentants des mouvements sociaux congolais, des propositions d'alternatives nouvelles face aux enjeux politiques, économiques et sociales sur le plan national, régional et mondial
- Définir un plan d'actions de lobbying et de plaidoyer commun auprès des décideurs politiques et financiers nationaux et internationaux

Résultats attendus :

- ❖ Plus ou moins 15.000 personnes représentant les mouvements sociaux de l'ensemble du pays participent aux activités du Forum Social Congolais et adhèrent à la Charte des Principes du Forum Social Mondial
- ❖ Une présentation des mouvements sociaux de la RDC ainsi que de leurs réalisations et pertinences est faite lors d'un grand rassemblement public et par des interventions dans les médias
- ❖ Un cahier des charges des revendications sociales de la population congolaise ainsi qu'une proposition des alternatives concrètes à la gouvernance du pays, à la consolidation de la société civile, la garantie et la promotion des droits fondamentaux des populations congolaises sont produits,
- ❖ Plus ou moins 3 principaux thèmes transversaux de lobbying et de plaidoyer sont adoptés par l'ensemble des participants qui définissent les mécanismes de leur mise en œuvre,
- ❖ Le Forum Social Congolais est reconnu comme partie intégrante du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial,

Démarré par une grande caravane populaire de plus de 5000 personnes sur une distance de plus ou moins 10 km, la participation au 1^{er} Forum Social Congolais est estimée à 570 organisations réparties en 16 espaces de travail où ont été développés 90 exposés par différents orateurs nationaux et étrangers. 112 recommandations ont été faites et 60 engagements ont été pris par les participants sur base de 8 axes thématiques de travail.

Ce rapport présente les différents éléments qui ont permis de réaliser le premier forum Social congolais. Ainsi, il est subdivisé en 9 parties :

- Le Contexte de réalisation du 1^{er} Forum Social Congolais
- La Mise en place de l'équipe de coordination
- Les activités préparatoires au Forum Social Congolais
- Le Déroulement de la Première édition du Forum Social Congolais
- Les résultats obtenus
- Les difficultés rencontrées
- Les perspectives

- La conclusion et les les annexes

Nous vous en souhaitons bonne lecture !

1. CONTEXTE DE REALISATION DE LA PREMIERE EDITION DU FORUM SOCIAL CONGOLAIS

Le premier Forum Social Congolais s'est tenu quatre années après que certaines personnalités de la société civile congolaise ayant participé au 3^e Forum Social Mondial de Porto Alegre aient pu organiser une restitution auprès de membres du mouvement associatif congolais regroupés au sein du Secrétariat Exécutif National de la Société Civile congolaise. Au terme de cette restitution, les participants ont unanimement reconnu la nécessité de mettre tout en œuvre en vue de la tenue d'un forum social congolais. Convaincus de l'appel des participants au 3^e Forum Social Mondial consistant en ***"la mise en place au niveau de chaque pays, d'un Forum Social National qui mobiliserait les mouvements sociaux impliqués dans la dynamique altermondialiste en vue de dénoncer les effets de la mondialisation néo-libérale et proposer des alternatives pour la construction d'un monde plus juste et plus solidaire en allant du niveau local au niveau global"***.

Le contexte national, en 2003, marqué par la fin de la guerre suite à des négociations politiques en Afrique du Sud, n'a pas permis de mobiliser fortement les organisations de la société civile et les mouvements sociaux de manière à les impliquer dans la démarche pour l'effectivité du Forum Social congolais.

Imprégnés des valeurs altermondialistes et interpellés par l'ampleur des problèmes sociaux, les acteurs congolais participant en 2005 au 5^e Forum Social Mondial, toujours à Porto Alegre au Brésil, se sont concertés avec des acteurs socialement engagés de la RDC en vue d'organiser très rapidement la première édition du Forum social congolais et asseoir les bases de la construction participative des alternatives à la gouvernance du pays et à la mondialisation néolibérale et ses corollaires en République Démocratique du Congo. Depuis lors un Secrétariat fonctionne au CENADEP (Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire).

Les concertations se sont poursuivies jusqu'en décembre 2006. A cette période, les acteurs engagés se sont mis d'accord pour constituer une délégation homogène en vue de participer efficacement, en janvier 2007, au 7^e Forum Social Mondial à Nairobi en vue d'y tirer des leçons pour organiser le Forum Social Congolais. Le Secrétariat mis en place en 2005 a préparé et facilité la participation des mouvements sociaux congolais au FSM de Nairobi.

En février 2007, il a été adopté un mécanisme de préparation du Forum Social Congolais structuré de la manière suivante :

A. L'Assemblée plénière du FSC : Constituée de l'ensemble de mouvements sociaux de la R.D.C, des participants au FSC et des personnalités, c'est-à-dire, de tous ceux (personnes physiques ou morales - exceptés les partis politiques et les organisations Etatiques -) qui croient au FSC et adhèrent à la

Charte du Forum Social Mondial, la Charte du Forum Social Africain, la Charte du Forum Social Congolais et s'engagent à œuvrer pour la concrétisation de la première édition du Forum Social Congolais

B. Le Conseil du FSC : constitué des mouvements sociaux et organisations de la Société Civile Congolaise, des personnalités résidant en RDC ou à l'étranger, engagées dans la dynamique du FSC et s'inscrivent comme membres organisateurs du FSC notamment en payant leurs contributions au **Fonds de Solidarité pour le lancement du Forum Social Congolais**.

C. Le Bureau du FSC : les membres du Bureau sont issus du Conseil du FSC.

D. Le Secrétariat permanent : organe permanent de gestion du FSC.

Cette structuration avait la mission de :

- mobiliser les forces vives de la nation autour de la dynamique du FSC,
- travailler ensemble à la concrétisation de la première édition du Forum Social Congolais.
- Favoriser l'adhésion de plusieurs organisations et personnalités en vue de la concrétisation du Forum social congolais.

Le premier Forum Social congolais s'est tenu à une semaine du quarante-septième anniversaire de l'indépendance du pays. Commémoration coïncidant avec les premiers six mois de la mise en place progressive de nouvelles institutions issues des urnes.

Ces Institutions sont appelées à se mettre au service d'une population longtemps meurtrie et paupérisée par les effets néfastes de la dictature, des ajustements structurelles et des règles du marché international. Il a été utile pour tous d'organiser ce premier forum tout juste au début des actions de nouvelles institutions.

Le Forum social congolais est une première expérience vécue par les acteurs sociaux congolais et une occasion de tirer la sonnette d'alarme sur la gouvernance démocratique du pays en même temps qu'il attirait l'attention du commun des congolais sur le besoin d'une cohésion nationale dans la lutte pour son bien être matériel, politique, social et économique.

Les questions telles que celles de la décentralisation, de la paix, des ressources naturelles, des violences à l'égard de la femme et de la dette extérieure ont fortement marqué les travaux et les échanges. Le Forum Social congolais a constitué un véritable créneau de sensibilisation, d'interpellation et des propositions d'alternatives en rapport avec ces questions précitées.

2. MISE EN PLACE DE L'EQUIPE DE COORDINATION DU 1^{er} FSC

A la suite de nombreuses tractations, les parties prenantes à l'organisation du Forum Social congolais ont résolu de doter son organisation de celui – ci des mécanismes

de coordination capables de stimuler une meilleure implication de tous les acteurs sociaux.

Des personnes se sont présentées bénévolement pour exécuter différentes tâches à des différents niveaux, il s'agit de :

- Coordonnateur du Bureau: Sylvestre KAMBAZA (PREFED)
- 10 membres chargés des commissions :
 - Mobilisation populaire : (CEPROSOC) : Ferdinand MAFOLO
 - Relation avec les dynamiques provinciales (CNONGD) : Joseph Kakinda
 - Mobilisation des ressources locales (RECIC KINSHASA) : Gérard BISAMPU
 - Questions pédagogiques (GAAD) : Anicet MAYIRA
 - Relation avec les ONGD et les ONGDH (ADEC.M.) : Léonard NGOMA
 - Relation avec les organisations religieuses (CARITAS CONGO) : Emmanuel MBUNA
 - Relation avec les organisations syndicales (CSC) : Angélique KIPULU & Martin LOFETE
 - Relation avec les organisations des jeunes (ICG) : José BARUANI KAPAKALA
 - Relation avec les organisations des femmes : Jeanine Gabrielle NGUNGU
 - Relation avec les institutions publiques : (RECIC NATIONAL) : PIUS MBWES
- Le Secrétariat Permanent : Danny Singoma (CENADEP).

3. LES ACTIVITES PREPARATOIRES DU 1^{ER} FORUM F.S.C.

a. Les activités prévues

Les activités à mener dans le cadre de ce projet ont été prévues au regard de chaque objectif spécifique à atteindre:

- *Objectif 1 : Assurer la participation des mouvements de la société civile de l'ensemble du pays aux journées du Forum Social Congolais*
 - Dynamisation des commissions du Forum
 - Large diffusion et partage de l'information sur le Forum
 - Mobilisation des partenaires et des fonds
 - Gestion des inscriptions
 - Organisation des logements militants et de la restauration des participants
 - Facilitation des voyages des délégués des mouvements sociaux des provinces
 - Sensibilisation et implication des autorités locales
 - Mise au point des sites du Forum Social Congolais
 - Gestion des activités du Forum Social
 - Définition d'un plan sécuritaire avec la Police Nationale
- *Objectif 2 : Mettre en valeurs les luttes sociales en République Démocratique du Congo ainsi que l'ensemble des organisations et mouvements sociaux congolais qui les portent :*

- Gestion des inscriptions des activités au Forum
 - organisation des émissions radiotélévisées
 - organisation d'un rassemblement populaire des mouvements sociaux
 - Redynamisation du site Internet du Forum (www.forum-social-rdc.org)
 - productions des signes distinctifs, des banderoles et des calicots
- *Objectif 3 : Stimuler la formulation, par les représentants des mouvements sociaux congolais, des propositions d'alternatives nouvelles face aux enjeux politiques, économiques et sociales sur le plan national, régional et mondial :*
- gestion méthodologique et matérielle du Forum
 - organisation des séances de sensibilisation, d'information et d'échanges
 - reproduction des documents de travail
- *Objectif 4 : Définir un plan d'actions de lobbying et de plaidoyer commun auprès des décideurs politiques et financiers nationaux et internationaux :*
- organisation des assemblées plénières
 - proposition d'un plan d'action et discussions sur le contenu et la forme

b. des activités réalisées:

- *Objectif 1 : Assurer la participation des mouvements de la société civile de l'ensemble du pays aux journées du Forum Social Congolais*

1 Dynamisation des commissions du Forum :

Le Secrétariat du FSC a organisé 11 réunions de travail (le 03 mars, le 10 mars, le 31 mars, le 04 avril, le 12 mai, le 19 mai, le 05 juin, le 12 juin, le 16 juin, le 21 juin et le 23 juin 2007). Ces différentes réunions ont conduit :

- à la mise en place du Conseil du Forum,
- à la restructuration de la coordination,
- à la constitution des commissions,
- à l'adoption de la charte des principes et du cadre organisationnel,
- à l'organisation des réunions des commissions
- l'adoption des thèmes du Forum, l'adoption du programme,
- à la fixation des conditions de participation,
- à la stratégie d'organisation de la marche d'ouverture, etc.

Toutes les 10 commissions ont été opérationnelles :

- mobilisation populaire,
- relation avec les institutions publiques,
- relation avec les dynamiques provinciales et la diaspora,
- mobilisation des ressources locales,
- questions pédagogiques,
- relation avec les ONGD et les ONGDH,
- relation avec les organisations religieuses,
- relation avec les organisations syndicales,
- relation avec les organisations des femmes,
- relation avec les organisations des jeunes.

2 Large diffusion et partage de l'information sur le Forum :

L'Internet a constitué le principal moyen de communication dont a disposé le Secrétariat du Forum Social Congolais. Cet outil a été utilisé pour :

- l'invitation des membres aux réunions préparatoires
- la diffusion de la Charte des Principes
- la sensibilisation sur le mouvement altermondialiste
- le rappel au public des dates du forum
- les discussions sur l'Etat des lieux des préparatifs
- la diffusion et la réception des fiches d'inscription
- la diffusion des thèmes et du programme
- l'appel à communication au Forum Social Congolais

Outre la communication par Internet, une Fiche explicative a été conçue et distribuée dans différentes associations et lors des réunions de la société civile. Il en est de même de la Charte des Principes et de bien d'autres documents expliquant le processus du Forum Social.

- le 01 février 2007, de retour de Nairobi où les acteurs de la société civile avaient pris part active au 7^e Forum Social Mondial avec l'appui de Solidarité Socialiste et de l'APEFE – Kinshasa, deux séances de restitution ont été organisées dans la Ville de Kinshasa. 150 et 147 personnes y avaient respectivement pris part.
- le 22 mai 2007, le Secrétariat Permanent a organisé en collaboration avec les étudiants de l'Université de Kinshasa réunis au sein du Club de Réflexion sur les questions économiques une journée d'information sur le Forum Social Congolais avec la participation de 54 étudiants
- le 23 mai 2007, journée de concertation avec les ONG de la ville de Kinshasa dans la commune de Lemba
- Le 25 mai 2007, une journée d'information a été organisée dans la salle de Spectacles du Centre Wallonie Bruxelles avec une participation de 199 personnes.

Résultats obtenus :

- Adhésion de plusieurs acteurs indécis ;
- Légitimation des décisions précédentes par les acteurs engagés ;

3. Mobilisation des partenaires et des fonds

- Du 06 au 18 octobre 2006, lors de son séjour en Belgique dans le cadre d'une formation au CADTM, à Liège, sur les alternatives à la mondialisation néolibérale, le Secrétaire Permanent du Forum Social Congolais, Danny Singoma, a pris une série de contact de présentation du projet du Forum Social Congolais aux organismes suivants :
 - CNCD, CETRI,
 - SOLSOC,
 - OXFAM MAGASIN DU MONDE,
 - LE SERVICES DES RELATIONS INTERNATIONALES DE LA VILLE DE BRUXELLES ET EURAC

- Fin Octobre 2006, la copie du Projet de réalisation de la première édition du FSC a été déposée à Christian Aid à Kinshasa
- Le 10 mars 2007, une prise de contact entre le Secrétariat Permanent et l'ONG Canadienne Alternatives a eu lieu.
- Du 15 au 22 mars 2007, le Secrétaire Permanent du Forum Social Congolais, Monsieur Danny SINGOMA, profitant de son voyage en Belgique dans le cadre de l'AMECE (Assemblée Mondiale des Citoyens et des Elus pour l'Eau) a pris une série de contacts en Belgique et en France dans le but de mobiliser des fonds pour le Forum Social Congolais. Il a rencontré tour à tour :
 - le Forum Social de Belgique
 - le Forum Social à Ivry (en France)
 - Oxfam Magasin du Monde
 - Le CNCD
 - Le Département de Solidarité International de la Ville de Bruxelles

Le 16 avril 2007, le Secrétariat Permanent a négocié avec RainForest Foundation/Norvège, les possibilités d'appui aux activités sur les ressources naturelles.

- Le 26 avril 2007, ouverture des négociations avec CCFD/France
- Le 15 juin 2007, participation à la négociation entre 11.11.11, le CNONGD et le Réseau des Ressources Naturelles

Résultats :

Solidarité Socialiste, CGRI, CNCD, Christian Aid et CCFD ont apporté leur appui financier au Forum Social Congolais.

4 Gestion des inscriptions des participants

- Le 10 mars 2007, le Conseil du FSC a adopté le modèle de Fiche d'Inscription présentée par le Secrétariat Permanent.
- Diffusion des fiches d'inscription par message électronique auprès de 600 organisations et 700 individus à l'intérieur du pays
- Distribution des fiches auprès de 1250 organisations (Syndicats, ONG, Associations, Groupes religieux, etc) à Kinshasa
- Le 02 juin 2007 : Mise en place d'une équipe de 5 personnes au Secrétariat, chargées de gestion et de suivi des inscriptions. Cette équipe s'est aussi chargée de la distribution des invitations.

5. Sensibilisation et implication des autorités locales

- Le 12 mars 2007, une délégation de 3 personnes (Le Secrétaire Permanent, le Chargé de la Mobilisation Populaire et 1 membre du Conseil du FSC) a rencontré en audience le Directeur de Cabinet du Premier Ministre Antoine Gizenga.
- Le 04 avril 2007, une demande officielle de site pour l'organisation du Forum a été formulée à l'endroit de la Foire Internationale de Kinshasa
- Le 10 avril 2007, une correspondance officielle d'information a été adressée au Président de La République, au Ministre de l'Intérieur et au Gouverneur de la Ville.

- Le 02 mai 2007, une demande officielle de site a été adressée aux Responsables du Jardin Botanique de Kinshasa et du Cercle Culturel de Zoo (de Kinshasa)
- Le 27 mai 2007, le Secrétaire Permanent a répondu à une invitation officielle du Cabinet du Chef de l'Etat désirant être informé davantage sur le Forum Social Congolais
- Le 11 juin 2007, le Secrétaire Permanent a répondu à l'invitation du Cabinet du Gouverneur de la Ville et des services de Renseignement.
- Le 15 juin 2007, le Chargé des Relations avec les institutions publiques a négocié avec l'Inspection Provinciale de la Police le plan sécuritaire pour la marche d'ouverture et les sites du Forum Social congolais.
- *Objectif 2 : Mettre en valeurs les luttes sociales en République Démocratique du Congo ainsi que l'ensemble des organisations et mouvements sociaux congolais qui les portent :*

1 Gestion des inscriptions des activités au Forum

Une équipe mise en place le 02 juin 2007 a été chargée de collectionner les différentes activités proposées et de les transmettre au Secrétaire Permanent et à l'Equipe pédagogique pour leur programmation

2. organisation des émissions radiotélévisées

- Le 19 avril 2007, le Coordonnateur du Bureau du Conseil du Forum Social Congolais et le Secrétaire Permanent ont accordé une interview conjointe à la Chaîne de Télévision Nationale (RTNC), et à 2 chaînes privées (Digital Congo et RTGA). Interview au cours de laquelle ils ont expliqué l'importance du Forum Social et la nature de lutte qui est portée en son sein.
- Le 02 mai 2007, une conférence de presse sur les objectifs du FSC et les revendications sociales a été organisée par le Secrétariat Permanent du FSC. 10 organes de presse (5 journaux, 2 Télévisions et 3 radio) y ont pris part.
- Le 24 juin 2007, 569 calicots et banderoles portant les messages des différents mouvements et organisations sociaux ont été brandis pendant la caravane de solidarité (marche d'ouverture)

3. organisation d'un rassemblement populaire des mouvements sociaux

Le 28 juin 2007 : Organisation de la première assemblée des Mouvements sociaux de la RDC

4. Redynamisation du site Internet du Forum (www.forum-social-rdc.org)

- Le 31 janvier 2007, aboutissement de la négociation avec Régie-Niger qui accepte de réactualiser le site et de transférer le mode de fonctionnement au

- Secrétariat du FSC
- Le 10 mai 2007, le Secrétariat insère pour la première fois des articles sur le site Internet

5. Redynamisation du site Internet du Forum (www.forum-social-rdc.org)

- Le site Internet du Forum Social a été actualisé le 04 février 2007, après plus de 8 mois de statu quo.
- Le transfert partiel de la gestion du Site au Secrétariat Permanent par Régie Niger a été effectué le 27 avril 2007.

6. Productions des signes distinctifs, des banderoles et des calicots

Le Secrétariat du Forum Social Congolais a fait produire :

- 1 cachet,
- 5.000 autocollants,
- 3.500 calendriers de poche,
- 200 banderoles
- 7.000 affiches,
- 20.000 tracts,
- 4000 exemplaires de la Charte des principes ont été produits
- 100 t-shirt et 35 chapeaux ont été produits par le Secrétariat Permanent
- Le 24 juin 2007, 569 calicots et banderoles portant les messages des différents mouvements et organisations sociaux ont été brandit pendant la caravane de solidarité (marche d'ouverture)

➤ *Objectif 3 : Stimuler la formulation, par les représentant des mouvements sociaux congolais, des propositions d'alternatives nouvelles face aux enjeux politiques, économiques et sociaux sur le plan national, régional et mondial :*

1. Gestion méthodologique et matérielle du Forum :

- Du 12 au 14 avril 2007 : organisation d'un atelier pédagogique de définition des thèmes et sous thèmes du FSC
- le 18 mai 2007 : Concertation restreinte entre la Commission pédagogique, le Secrétariat et le coordonnateur du Bureau du Conseil
- le 22 mai 2007 : Début de la diffusion des thèmes du Forum Social Congolais

2. Organisation des séances de sensibilisation, d'information et d'échanges

- le 01 février 2007 : un séminaire sur les mouvements sociaux a été organisé dans la commune de Barumbu, en marge de la restitution du 7^e Forum Social Mondial de janvier 2007 à Nairobi. Le séminaire avait été animé par le Chanoine François Houtart, Membre du Conseil International du Forum Social Mondial
- Le 09 mars 2007 : séance d'information des femmes réunies à la MAISON

- de la FEMME dans la Commune de Lingwala, à Kinshasa, à l'occasion de la journée de la Femme
- Le 21 avril 2007: journée d'information à l'endroit de 120 porteurs (hommes et femmes) de l'économie informelle
 - Le 21 et le 23 avril 2007: échanges à Goma et Bukavu entre le Coordonnateur, Monsieur Sylvestre KAMBAZA, et des acteurs de la société civile locale.
 - Le 04 mai 2007, le Syndicat CSC (Chargé de la mobilisation des Syndicats) a organisé une séance d'information pour les syndicalistes réunis au sein de l'Intersyndicale.
 - Le 05 mai 2007, l'ONG ICG (Chargé de la Mobilisation des jeunes) a organisé, dans la commune de Limeté, une séance d'information en direction de 150 jeunes issus d'organisations différentes de la ville de Kinshasa.
 - Les 05 et 06 juin 2007, le Chargé de mobilisation communautaire a organisé, sur demande du Conseil du FSC, une mission de sensibilisation dans la Province de Bandundu
 - Le 11 juin 2007, le Coordonnateur du Bureau du Conseil a échangé avec 200 acteurs impliqués dans le Forum Social local de Lubumbashi dans la Province du Katanga.

3. Reproduction des documents de travail

La charte des principes du Forum social Congolais, le Cadre Organisationnel ainsi que la Fiche explicative constituent des principaux documents du FSC qui sont régulièrement mis à la disposition du public.

Outre cela, des documents tels que le rapport de l'Assemblée Préparatoire du Forum Social Maghrébin, le Manifeste de Porto Alegre, l'Appel de Bamako, les différentes publications sur Internet de Attac et de CADTM sont régulièrement mis à la disposition des acteurs congolais engagés dans la préparation du FSC.

Nous avons photocopié cinq documents sur les APE et la Dette mis à notre disposition par le CCFD

➤ *Objectif 4 : Définir un plan d'actions de lobbying et de plaidoyer commun auprès des décideurs politiques et financiers nationaux et internationaux :*

1. organisation des assemblées plénières

- Le 25 juin 2007, s'est tenue la Première Assemblée plénière du Forum Social Congolais avec une participation de 643 personnes dans la grande salle de spectacle du Jardin Botanique de Kinshasa. Cette assemblée d'introduction était animée respectivement par Messieurs Baudouin Hamuli Kabarhuza (Directeur Général du CENADEP), Sylvestre Kambaza (Coordonnateur du Bureau du Conseil du FSC) et le Chanoine François Houtart (Membre du Conseil International du Forum Social mondial)
- Du 25 au 27 juin 2007, ont été organisés 126 carrefours d'échanges ou ateliers thématiques au cours desquels les différents participants ont formulé des recommandations et ont pris des engagements
- Le 28 juin 2008, 2 grandes assemblées plénières ont été organisées : la première, conduite par Victor Nzuzi (Nouvelle Alternative pour le Développement), consistait à l'introduction aux ateliers des mouvements

sociaux ; la deuxième qui coïncidait avec la plénière de fermeture du FSC était destinée à la présentation des engagements des mouvements et organisations présents à cette première édition.

2. proposition d'un plan d'action et discussions sur le contenu et la forme

Après les travaux de la première édition du Forum, une réunion du Conseil du Forum a été projetée pour la dernière semaine du mois d'août 2007 en vue de fixer les orientations pour le futur.

4. DEROULEMENT DE LA PREMIERE EDITION DU F.S.C.

4.1. 24 Juin 2007 : Ouverture

Deux manifestations ont marqué la journée du démarrage du 1^{er} FSC : la caravane populaire et le message de bienvenue.



4.1.1. La « Caravane populaire de solidarité avec les victimes du néolibéralisme »

La première édition du Forum Social Congolais a été lancée le 24 juin 2007 aux premières de l'après-midi par la « Caravane populaire de solidarité avec les victimes du néolibéralisme » qui a parcouru, sans incident majeur, une dizaine de kilomètres sur des artères des quartiers populaires et administratifs de la ville de Kinshasa en traversant progressivement les communes de Bandalungwa, Kasavubu, Lingwala et Gombe.

Elle a connu la participation de plus de 5.000 personnes parmi lesquelles des membres des associations des quartiers, des mouvements sociaux, des associations des femmes, des jeunes, des handicapés, des artistes, des délégués des provinces, des représentants des organisations internationales et tous les curieux.

Les participants au FSC arboraient des banderoles et calicots avec des messages sur le thème du FSC, des uniformes avec casquettes, les manifestants ont effectué leur procession en scandant des slogans appelant à la solidarité nationale et internationale pour la suprématie des peuples sur les politiques concoctées à huis clos .

Leurs pas ont été animés par trois fanfares et un orchestre mobile jouant la musique et des messages sur le FSC en français et dans les quatre langues nationales : Tshiluba, kikongo, swahili et lingala.

4.1.2. Le message d'ouverture

Agrémentée par un orchestre de quartier planté au site du Jardin Botanique, l'entrée de la caravane dans le Jardin Botanique a été accueillie par des mots de bienvenue, de remerciement et de félicitation lancés et amplifiés par des hauts parleurs.

Prenant la parole, le Coordonnateur du Bureau du Conseil du FSC, Monsieur Sylvestre Kambaza, a remercié tous ceux qui ont participé à la caravane, démontrant par ce fait leur engagement et leur attachement au combat pour la dignité humaine par la recherche d'un monde solidaire qui n'est pas dominé par la recherche des intérêts personnels et égoïstes.

Le succédant à la tribune, Monsieur Ferdinand Mafolo Chargé de la Mobilisation Communautaire a renchéri en déclarant que « le monde saura aujourd'hui qu'en RDC aussi il y a des altermondialistes »

Ils ont conclu leurs mots en invitant les participants à la première édition à considérer leur présence à ces assises comme une victoire des acteurs sociaux de la RDC. Il ont appelé à des débats participatifs et à la propositions des alternatives cohérentes qui feront l'objet d'une large diffusion à l'issue du Forum.

4.2. LES REFLEXIONS ET DEBATS AU FORUM SOCIAL CONGOLAIS

Pendant les 4 jours, soit du 25 au 28 juin 2007, les travaux du Forum Social Congolais se sont déroulés sur le site du Jardin Botanique de Kinshasa et celui du Cercle Culturel du Zoo. Mais la quasi-totalité d'activités ont été organisées au Jardin Botanique suite à des réquisitions intempestives du Cercle du Zoo par les services étatiques.

Les activités suivantes ont été organisées : des ateliers d'échanges et de propositions d'alternatives, des assemblées plénières, une assemblée des mouvements sociaux, des expositions, des réjouissances populaires, des projections vidéographiques, un télé – atelier (échange par Internet avec les participants au Forum Social d'Ivry en France), une marche des femmes, la signature des pétitions, des expositions photos, etc.

4.2.1. Démarrage des travaux

Les travaux ont démarré le 25 juin 2007 par : 1 chant d'ouverture (Hymne au Forum) et par 3 communications :

Mot du Coordonnateur du Bureau du Conseil du FSC

Monsieur Sylvestre Kambaza, coordonnateur du Bureau du Conseil du FSC, a présenté les différentes délégations venues d'Europe (France, Belgique, Suisse,

Sénégal et Tchad) et des 11 provinces du pays. Il a ensuite parlé du processus de l'organisation du FSC depuis 2003.

L'initiative a été justifiée par le fait que les Congolais subissent les effets de la mondialisation néolibérale. D'où, la nécessité de s'exprimer pour proposer des alternatives et confectionner un plaidoyer pour un partage équitable des ressources mondiales en vue de résister contre l'accumulation néolibérale des capitaux.

Pour ne pas rester inertes et en attendant l'appui des partenaires, il a été constitué un fonds de solidarité pour le Forum Social Congolais.

Ce fonds a permis de commencer à planter les premiers jalons de la construction du combat altermondialiste en RDC. Un conseil du forum ouvert à tous, a été mis en place pour l'orientation politique et méthodique de la première édition du Forum Social Congolais.

Le Secrétariat Permanent a préparé techniquement l'opérationnalité du Forum.

Monsieur le coordonnateur du Forum Social Congolais a enfin salué l'appui des partenaires extérieurs : CNCN, Christian Aid, SolSoc, CGERI/Wallonie et CCFD, avant de regretter l'absence du Coordonnateur du Forum Social Africain et d'une délégation vénézuelienne pourtant annoncés.

Exposé de Monsieur François Houtart

(Membre du Conseil International du Forum Social Mondial)

Le Chanoine François Houtart, Président du Centre Tricontinental, CERTRI, et membre du Conseil International du FSM, venu à Kinshasa expressément pour le Forum Social Congolais, a développé le thème « *Les forums sociaux, les luttes sociales et les mouvements sociaux* ».

Dans son mot, il a souligné que le 1^{er} FSC avait une grande importance non seulement pour la RDC, mais l'ensemble du monde. Car, toutes les fois que s'organise un forum social dans un pays, cela sous-entend l'extension de la solidarité mondiale pour un autre monde.

François Houtart a centré ses propos sur l'historique des mouvements sociaux, le pourquoi des mouvements sociaux, le pourquoi des forums sociaux et l'exemple de l'Amérique Latine. Il a démontré que les mouvements sociaux sont capables de réorienter le monde, d'où la nécessité pour ceux du Congo de créer des convergences solides non seulement dans leurs pays, mais de s'ouvrir et de développer des alliances avec les autres mouvements sociaux du monde.

Exposé de Monsieur Baudouin Hamuli

(Acteur de la société civile congolaise)

Monsieur Baudouin Hamuli, Directeur Général du CENADEP a commencé par saluer la participation des amis et frères venus d'autres pays du continent africain et du monde, qui se révèle comme une manifestation de solidarité et d'amitié envers le peuple congolais qui lutte contre la misère et la dictature depuis longtemps.

Ensuite, il a félicité tous les participants pour leur présence dans la discipline à la grande marche d'ouverture « combien réussie » et pour leurs messages clairs qu'on pouvait bien lire sur les banderoles.

Il a rappelé que les luttes sociales ont toujours existé au Congo en évoquant toute la lutte contre la dictature et en mettant un accent particulier sur les « martyrs du 16 février 1992. « Nous avons lutté pour le respect des droits humains, pour les élections libres et démocratiques.

Notre peuple s'est mobilisé contre la partition du pays... Notre peuple lutte toujours et fait tout pour se faire écouter... »

Nos luttes sont aussi celles de l'Afrique et du monde, a-t-il poursuivi, avant d'appeler les uns et les autres à renforcer leurs compétences personnelles et celles de leurs structures de lutte et de témoigner leur efficacité par des actions concrètes, par la profondeur de la pensée et des principes.

4.2.2. Les Espaces thématiques

Dans les espaces thématiques et dans l'atelier paysan, plusieurs personnes (calendrier des travaux et résumé des exposés en annexe) ont présenté pendant 3 jours des exposés suivis des débats sous la conduite de plusieurs modérateurs. Les comptes-rendus de différentes séances ont été dressés par des rapporteurs désignés par le Bureau du Conseil. Plusieurs recommandations ont été formulées à l'issu des travaux dans chaque espace thématique (*voir annexes*).



Les participants à un des carrefours au FSC

I. Ressources naturelles et environnement

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 12
- ❖ Nombre d'exposés développés : 10
- « *Comment faire profiter pleinement les Congolais des richesses du sol et du sous-sol de la RDC ?* » (Norbert Yamba Yamba Shuku, Directeur du CNEM).
- « *Exploitation minière et gestion de l'environnement au Katanga* » (Christian Bwenda/PREMI-CONGO- Katanga).
- « *Les exploitants miniers artisanaux peuvent-ils profiter de leur travail ?* » (Jean Baptiste Lubamba/CENADEP).
- « *Les contrats miniers et leur impact sur la reconstruction du pays* » (Maître Frank Badianyama).
- « *Comment garantir les droits des communautés locales dans le processus de conversions des titres et dans la revisitation des contrats miniers* » (Joseph Bobia Mbonkaw/ CENADEP, Coordonnateur du Réseau Ressources Naturelles).

- « *La persistance de la guerre, des conflits et de l'insécurité à l'Est du pays : un problème d'accès aux ressources naturelles, dont la terre* » (Kambale Malembe/ Nord Kivu).
- « *La sécurité et la souveraineté alimentaires en RDC : comment les assurer ?* » (Ernest Kuyengila, Musoko Mbuyi et Mbokolo Yongeli). Les importations ne tiennent pas compte des besoins nationaux et affaiblissent les opérateurs locaux en leur imposant une concurrence déloyale.
- « *Cause de la faim et de l'insécurité alimentaire à Kinshasa* » (Pierre Ongala/ Réseau d'Agriculture Urbaine- Kinshasa).
- « *Promouvoir la transformation et la conservation des ressources pour la sécurité alimentaire en RDC* » (Pierre Efoloko Bokungbu/ Chercheur).
- « *Etat des lieux de l'exploitation des ressources naturelles, cas de la Province de Bandundu* » (Mme Espérance Matungulu).

II. La RDC et la mondialisation néolibérale

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 20
- ❖ Nombre d'exposés développés : 16
- « *Quelle stratégie pour sortir de la pauvreté ? Quelle contribution du DSCR ? Les institutions financières internationales peuvent-elles nous aider ?* » (Tshionza Mata/SERACOB).
- « *Les acteurs de la mondialisation néolibérale dans le monde et en RDC : réalités et perspectives* » (Bertin Salumu.)¹.
- « *Les OMD : sifflez la mi-temps* » (Joseph Nkinzo/ECC).
- « *Rôles des mouvements sociaux dans la vulgarisation et le monitoring sur les OMD* » (Mme Julienne Feza/SOFADE -Belgique).
- « *Regard critique sur l'alter mondialisation pour une autre narration du monde* » (Prof Abbé Louis Mpala Mbabula/IAMM).
- « *La mondialisation et les défis du mouvement associatif en RDC* » (Nestor Bazeye/ADECOM).
- « *Comment faire profiter les populations de la coopération internationale et régionale ?* » (Jeanne Alasha Bahemurwaki/SOFADE-Belgique).
- « *Alter mondialisation : de Lubumbashi à Kinshasa, l'émergence du Forum social congolais* » (Dieudonné Muzung Masol/Maison Safina-SIDECO).
- « *Se prémunir des dangers de la mondialisation par la mise en place des acteurs "mondiaux" au niveau national* » (Modeste Mbonigaba/CALCC).
- « *Partenariat sociétés civiles Nord-Sud dans le cadre des plaidoyers : Défis et perspectives* » (Pascal Bodinaux / SOLSOC, Marc Kerckhove/CNDC, Julien Bayou/Coordination Sud).
- « *Les Bench marking: instrument de dialogue entre l'UE et les ACP* » (Kris Berwouts/Eurac).

¹ Le même thème a été exposé les 25 et 27 juin 2007.

- « *Accords de Cotonou, APE et 10^{ème} FED : états des lieux, enjeux et perspectives pour la société civile congolaise* » (CNONGD et EURAC).
- « *Sortir du joug de la dette : défis et perspectives : appel pour la constitution d'un front commun* » (Marcel Tshibola/CNONGD).
- « *La dette publique extérieur de la RDC : approches et perspectives* » (Prosper Mami Mami, Gaston Kalubi /CENADEP).
- « *La dette odieuse et illégitime : l'audit de la dette, instrument de contrôle moyen* » (par Victor Nzuzi/NAD)
- « *L'audit de la dette en RDC : comment et pourquoi ?* » (Luc Mukendi/AMSEL-CADTM/Katanga).

III. Le monde du travail :

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 9
- ❖ Nombre d'exposés développés : 7
- « *Lancement de la campagne national sur le travail décent et vie décente* » (par Symphorien Dunia).
- « *Le démantèlement de la législation du travail congolaise par les pouvoirs publics et les employeurs : un véritable frein aux jouissances des droits humains et sociaux* » (Maître Willy Wenga).
- « *La privatisation des services publics essentiels. Que faire pour garantir les services publics essentiels pour tous et assurer la protection des travailleurs ?* » (par Célestin Mwambay)
- « *Comment contrôler les multinationales en RDC et Afrique Subsaharienne ?* » (Prof Charles Mazinga).
- « *La protection des délégués syndicaux en RDC* » (Célestin Mwambay).
- « *Problématique des enfants dans les mines* » (Joe Sanduku).
- « *Le Programme Economique du Gouvernement (PEG.): opportunités pour la création des emplois décents ?* » (Godefroid Misenga/CTR).

IV. Paix et sécurité

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 9
- ❖ Nombre d'exposés développés : 7
- « *La RDC et ses voisins : comment créer un climat de paix et de confiance entre les peuples ?* » (Anne-Marie Mukwayanzo/RECIC).
- « *L'expérience de la société civile congolaise dans le processus de la C.I.R.G.L.* » (Raoul Kamanda/Dysociv).
- « *La réinsertion socioéconomique des ex-combattants démobilisés : défi pour la pacification durable de la RDC* » (Emmanuel Mbuna - Caritas).
- « *Les conditions pour une paix durable en RDC* » (Professeur Jean Mbayo/GRA-UNILU).
- « *Origines et conséquences de l'insécurité au Sud-Kivu et pistes de solutions* » (par Venantie Bisimwa/Caucus des Femmes).

- « *La société civile et les réformes des services de sécurité et de l'Etat en RDC* » (par Naupess Kibiswa/Secrétariat technique de la société civile).
- « *Les femmes : héroïnes méconnues du processus de paix : cas de l'Ituri* » (par Marie-Charlotte Bonabona/SOFADE-Bunia).

V. Les droits sociaux et les luttes sociales

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 24
- ❖ Nombre d'exposés développés : 16
- « *Le travail social de rue : dernier rempart pour les enfants de la rue* » (Edho Mukendi/CATSR).
- « *Des approches alternatives pour réduire le taux d'analphabétisme au Congo* » (François Xavier Matembera/CACUDEKI/Nord-Kivu).
- « *Une formation aux valeurs morales et civiques pour tous dès la maternelle* » (Ntanga Marie-Claire/SOFADE-Kamina).
- « *Impliquer et accompagner les pygmées dans le développement de la RDC* » (par Rogatien Kitenge/ADIEC).
- « *La problématique de gestion des accidents en RDC* » (par Godefroid Duma/Accident et survival).
- « *La société civile et les mouvements sociaux de la RDC : pour quelles luttes et avec quels moyens* » (par Sylvestre Kambaza/PREFED).
- « *Les mouvements sociaux de l'Amérique latine : leçons pour la RDC* » (par Michel Lutumbue/SOLSOC).
- « *La souveraineté alimentaire : expériences des luttes du Nord* » (Pascal Bodinaux/SOLSOC, Marc Kerckhove/CNCD).
- « *Financement de l'agriculture paysanne par l'aide alimentaire à la base des achats locaux* (Expérience CTB-BUACO-SOLSOC) (Edouard Mokemo).
- « *Quel avenir pour l'économie sociale et solidaire en RDC ? Faut-il formaliser l'informel ?* » (par Ferdinand Mafolo/CEPROSOC).
- « *La dynamique des MUSO dans l'économie sociale solidaire de la RDC* » (par Félix Matabaro).
- « *Les mutuelles de santé comme stratégie de facilitation d'accès aux soins médicaux pour tous* » (par Caritas Congo).
- « *L'engagement de la femme congolaise dans la lutte de tous pour le changement* » (Solange L/Caucus des femmes).
- « *La femme congolaise face aux défis de l'impunité, de la parité et du genre* » (Marie-Thérèse Fwaling Piracet/Crsat).
- « *Des stratégies et des méthodes pour bien mener une campagne contre les violences faites à femme* » (Mlle Francesca – CENADEP, Mme Binta – AFROPES Sénégal).

- « *La formation professionnelle des jeunes filles : comment la rendre utile pour la société* » (par Elyse Faïla/SOFADE-Kamina).

VI. La décentralisation et la gouvernance

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 11
- ❖ Nombre d'exposés développés : 10
- « *Comment éviter les conflits entre le pouvoir central et les provinces sur l'application de la décentralisation en RDC* » (Maître Jean-Marie Eley Lofele/REDHUC).
- « *Profiter de la centralisation et des élections locales : des éléments d'un plaidoyer pour une responsabilité citoyenne active* » (J.P. Rukengwa/Humanité nouvelle).
- « *L'importance de la bonne gouvernance municipale et la participation citoyenne pour l'amélioration des conditions des vies des populations* » (par Alphonse Lungbango, Henri Christian Longendja/CODHOD).
- « *La nécessité d'une gouvernance participative pour la reconstruction de la RDC* » (Henri Muhiya/CEJP).
- « *Genre et parité : tirer les leçons des élections 2006* » (Julienne Feza Nzugu/SOFADE-Belgique).
- « *Le budget participatif est-il réaliste et réalisable en RDC* » (par Gérard Bisambu/RECIC).
- « *Pourquoi et comment préparer la population la gouvernance locale : cas des communes de l'Est de Kinshasa* » (CNONGD).
- « *Les acteurs sociaux congolais sont-ils prêts à jouer le véritable rôle de contre pouvoir aujourd'hui ? Quelle relation avec les acteurs politiques ?* » (Kibiswa Naupess/Secrétariat technique de la société civile et Toss Mokwa).
- « *La RDC est-il un Etat laïc ?* » (Nicaise Chikuru / Humanisme et Laïcité).
- « *Quelles collaborations entre la société civile et les gouvernements provinciaux ?* » (Idesbald Byabuze).

VII. Les jeunes

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 9
- ❖ Nombre d'exposés développés : 7 ont été développés dont :
- « *Quid de l'éducation à la diversité culturelle et développement durable en RDC* » (Prof Gatembo Edouard).
- « *La jeunesse féminine face à l'intégration économique du genre* » (Thérèse Nzale/ICG).
- La jeunesse congolaise à l'ère de la reconstruction nationale : quels défis majeurs ? (José KAPAKALA, ICG)
- Les jeunes et la migration : Comment valoriser les compétences des jeunes congolais ? (Guy Mudumbula, CNONGD)
- Les jeunes, le sport et la culture : Comment en faire profiter la nation congolaise ? (Me Alain MAKENGO, LISPED et NTILILI Julien, HORIZON VIE)

- Garantir la promotion sociale de la jeunesse pour le développement intégral de la RDC : (CORDAIDBAS)
-

VIII. La communication et les médias

- ❖ Nombre d'exposés prévus : 1
- ❖ Nombre d'exposés développés : 1

« *Les radios communautaires de la RDC et leur contribution à la lutte contre les méfaits du néolibéralisme* » (Joseph Nkinzo/ECC).

IX. Mouvements paysans

L'atelier sur le mouvement paysan a été marqué par une tribune ouverte où ont été débattues la question de la gestion du rythme de la production agricole en période de guerre et celle de l'isolement du pays et dans la résolution des problèmes des paysans dans le monde en général et en RDC en particulier.

4.2.3. Les expositions :

74 stands ont été dressés sur le site du Forum Social Congolais par des organisations de la société civile et des associations des quartiers populaires qui y ont présenté leurs structures et leurs activités.

plusieurs stands portaient des messages de plaidoyer ou de revendication sociale et politique.

(Voir en annexe quelques messages)

4.3. CLOTURE DU PREMIER FORUM SOCIAL CONGOLAIS : le 28 juin 2007

La journée de la clôture du 1^{er} FSC a été marquée par les assemblées des mouvements sociaux suivies par :

- L'Assemblée des Mouvements Sociaux, supervisée par Victor Nzuzi (Nouvelle Alternative pour le Développement)
- Le mot de remerciement, d'encouragement et d'orientation finale par Danny SINGOMA, Secrétaire Permanent du Forum Social Congolais
- La présentation de la synthèse des alternatives proposées par les participants au FSC, faite par Bertin Salumu, Rapporteur Général du FSC
- La présentation des engagements des mouvements sociaux par les Rapporteurs de chaque mouvement présent
- Un appel à la participation à la construction d'un autre Congo par l'Abbé José Mpundu
- La perspective des Forums Sociaux en RDC, par Baudouin Hamuli, Directeur du CENADEP
- La manifestation de clôture modérée par Madame Jeanine Ngungu de Cause Commune

- La présentation des forces et faiblesses de la première édition du FSC, par Ferdinand Mafolo (Chargé de la Mobilisation Communautaire au FSC et Coordonnateur du CEPROSOC)
- Les Forces et les limites des mouvements sociaux et des Forums Sociaux par le Chanoine François Houtart
- Mot de clôture par Sylvestre Kambaza, Coordonnateur du Bureau du Conseil du FSC.

5. LES RESULTATS OBTENUS

Par rapport :

Au Résultat n° 1 : Plus ou moins 15.000 personnes représentant les mouvements sociaux de l'ensemble du pays participent aux activités du Forum Social Congolais et adhèrent à la Charte des Principe du Forum Social Mondial

Résultat obtenu :

Plus ou moins 5000 personnes représentant les mouvements et organisations sociaux venus de toutes les provinces du pays et de la ville de Kinshasa ont participé pendant 4 jours aux activités du Forum Social et ont adhéré à la charte des principes du FSM

Observations :

- Première expérience en son genre et en sa forme, la première édition du Forum Social Congolais n'a pas rassemblé comme attendu les 15000 personnes qu'il attendait. Néanmoins, les 5000 personnes ayant répondu présents. Ce qui est un bon signe pour une première expérience.
- Les leaders associatifs et animateurs des organisations de la Société civile ont été les plus nombreux à participer et bon nombre des populations exclues, marginalisées et pauvres pour lesquelles ils agissent.
- Pour une première fois, toutes les tendances de la société civile (Eglise, Syndicats, ONG, associations des quartiers, mouvement étudiantin, société savante, femmes, etc. ont pu se réunir en un seul lieu et organiser des activités communes.

Le forum a permis de casser la tendance qui veut séparer l'Eglise et les Syndicats du reste de la société civile et aussi de casser les disparités entre associations et ONG)

- ❖ *Au Résultat n° 2 : Une présentation des mouvements sociaux de la RDC ainsi que de leurs réalisations et pertinences est faite lors d'un grand rassemblement public et par des interventions dans les médias*

Résultats obtenus :

1. *Une Assemblée des Mouvements Sociaux a été Constituée durant le Forum Social et ses composantes ont été présentées lors de la grande assemblée plénière.*

2. *Les mouvements et organisations sociaux repartis en 8 groupes selon leurs domaines d'actions et luttes ont présenté leurs engagements pris durant la première édition du Forum Social Congolais*

Observations :

- La Notion des mouvements Sociaux est encore floue pour beaucoup d'acteurs de la société civile. Pour contourner la difficulté de définir un groupe thématique ou un réseau d'ONG ou encore une Campagne comme un mouvement social, il a été demandé lors du Forum à tous ceux dont le travail correspond à l'un des 8 axes thématiques du Forum, de se regrouper pour profiter de l'expérience des autres en vue de présenter des engagements concrets quant au futur.
- ❖ *Au Résultat n° 3 : Un cahier des charges des revendications sociales de la population congolaise ainsi qu'une proposition des alternatives concrètes à la gouvernance du pays, à la consolidation de la société civile et à la garantie et à la promotion des droits fondamentaux des populations congolaises sont produits à l'issue du Forum*

Résultat obtenu :

112 recommandations et 60 engagements constituent avec les analyses faites au Forum un cahier de charges des revendications sociales et une proposition d'alternatives à la gouvernance, à la consolidation de la paix, à la promotion des droits de la femme et des jeunes, à l'amélioration des conditions des travailleurs, à la gestion des ressources naturelles et à la question de la dette.

- ❖ *Au Résultat n° 4 : Plus ou moins 3 principaux thèmes transversaux de lobbying et de plaidoyer sont adoptés par l'ensemble des participants qui définissent les mécanismes de leur mise en œuvre*

Résultat obtenu :

Environ 8 thèmes transversaux ont fait l'objet des recommandations et d'engagements par les participants qui ont décidé d'en faire des thèmes de lobbying et de plaidoyer.

Observation :

Les mécanismes de mise en œuvre des plaidoyers et lobbying n'ont pas été définis directement au Forum. Mais il a été demandé aux réseaux, aux parties aux mouvements sociaux de se concerter après le Forum en vue de déterminer urgemment les dits mécanismes.

Le Secrétariat Permanent du Forum Social Congolais a la mission de rappeler et stimuler ces différents groupes à honorer leurs engagements.

- ❖ *Au Résultat n° 5 : Le Forum Social Congolais est reconnu comme partie intégrante du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial*

Résultat obtenu :

Grâce à la Présence du Chanoine François Houtart et à celle annoncée de Monsieur Taoufik du Forum Social Africain, le Forum Social Congolais a été légitimé comme partie intégrante du Forum Social Mondial et du Forum Social africain.

6. DIFFICULTES RENCONTREES

Comme pour toute œuvre humaine, la réalisation de la première édition du Forum Social Congolais a été marquée par plusieurs difficultés dont les plus importantes sont les suivantes :

a. Le conflit de leadership

Depuis 2003, année de lancement de l'idée d'organiser un Forum Social Congolais, le conflit de leadership a prévalu sur les différents mécanismes d'organisation du Forum Social Congolais. Plusieurs acteurs de la société civile impliquée dans la dynamique ont voulu tous occuper un poste de choix dans la coordination du Forum.

Cet état de chose a provoqué une sorte de mécontentement de la part des animateurs des associations de base qui ont cru trouver à travers le Forum Social Congolais un espace égalitaire où tout le monde est mis au même pied d'égalité.

Le démarrage a été alors difficile jusqu'à ce que tous les acteurs impliqués se soient mis d'accord sur un mécanisme accepté par tous en janvier 2007, soit 6 mois avant la tenue du Forum.

b. La faible perception du Forum Social par les acteurs de la Société Civile

Lancé en 2001, à Porto Alegre au Brésil où n'ont pu se rendre que moins de 10 acteurs de la Société Civile congolaise, le Forum Social Mondial est resté peu connu du monde associatif congolais.

Les restitutions de la participation des acteurs à différents forums sociaux mondial, africain et autres ont toujours été faibles et ne se font généralement qu'une fois à Kinshasa. Les médias en parlent peu et les acteurs mêmes de la société civile évoquent difficilement le Forum Social dans leurs rencontres.

Le 6^e et le 7^e Forum Social Mondial organisés en Afrique (à Bamako et Nairobi) ont permis la participation d'un grand nombre d'acteurs congolais comparativement aux autres forums.

Si à Bamako, il y a eu moins de 20 congolais, à Nairobi ce sont plus de 40 congolais de presque toutes les provinces du pays qui étaient présents.

Cela a permis d'élargir le cercle de ce qui comprenait bien le Forum Social. Les restitutions de Kinshasa, Bukavu, Goma, Lubumbashi, Kasongo, Bandundu, Matadi en février 2007 ont permis de faire comprendre à plusieurs personnes ce qu'est le Forum Social et d'évoquer l'organisation du Forum Social Congolais.

c. *L'identification des points focaux dans les provinces*

Les mécanismes de coordination du Forum Social Congolais ayant été localisés à Kinshasa, une réelle difficulté de créer des liens avec les éventuelles dynamiques provinciales s'est fait sentir depuis le début des tractations.

Ce problème a été partiellement résolu grâce à la présence de plusieurs acteurs des provinces à Nairobi.

Mais, s'il a été facile de garder un contact permanent avec les acteurs de Lubumbashi et de Bukavu, il ne l'a pas été pour le reste du pays, la communication étant toujours à sens unique ; le Secrétariat ne recevait pas d'écho aux messages envoyés.

La faible implication des grands réseaux de la société civile a été aussi à la base de cette situation.

d. *La mobilisation des congolais de la diaspora*

Les congolais vivant dans les pays extérieurs ont été peu respectifs à l'appel pour le Forum Social Congolais. Et ceux qui ont pu adhérer à l'idée n'ont pas tous eu les possibilités de se déplacer jusqu'à Kinshasa.

e. *Le retard dans l'obtention des financements*

Les financements pour le Forum ont été disponibles avec un très grand retard par certains partenaires bien que des accords de principes aient pu être conclus depuis la fin de l'année 2006. Cet état de chose n'a pas permis une réelle mobilisation, plusieurs actions ne pouvant être organisées aux dates et endroits prévus.

f. *La faible implication des autorités politiques*

Les autorités politiques : Présidence, primature, gouvernorat de Province ont toutes été informées à temps de l'organisation du premier Forum Social Congolais.

g. Le déplacement des délégués des provinces

La distance qui sépare les provinces de la ville de Kinshasa et l'état piteux des routes et autres voies de communication, n'a pas permis une meilleure représentativité des délégués des provinces étant donné que tous les déplacements (excepté pour le Bas-Congo et une partie du Bandundu) se font par avion. Grâce au financement reçu, une cinquantaine des délégués des provinces ont pu être présents à Kinshasa.

h. La surenchère des médias

L'accès aux médias a été un des problèmes majeurs du Forum, suite aux frais exigés par leurs tenants qui ne font pas la différence entre les activités à caractère sociale, politique ou économique.

Outre cet aspect, il existe aussi une certaine légèreté dans le traitement de l'information par les journalistes qui ont tendance à être plus subjectifs qu'objectif, privilégiant la personne qu'ils jugent nécessaires au détriment de l'information elle-même. Lors des reportages télévisés, on privilégie une seule interview au lieu et place de l'événement qui n'est montré que trop partiellement. Et cela en trop petite séquence. Ceci n'a pas permis de bien sensibiliser la population.

i. La faible mobilisation des masses populaires pauvres

Les masses populaires ont été très difficiles à sensibiliser pour plusieurs raisons dont entre autre la faible médiatisation mais aussi la lourdeur des associations qui les accompagnent.

Il a été regrettable de constater lors du Forum la présence des seuls leaders et animateurs des structures très connues pour leurs capacités de mobilisation dans les quartiers défavorisés. Les groupes qu'ils accompagnent n'étaient pas tous présents.

7. LES PERSPECTIVES

En vue de consolider les acquis de ce premier forum social congolais et de permettre un réel changement social en République Démocratique du Congo, il est prévu les actions suivantes :

- Renforcement du Secrétariat du Forum Social Congolais
- Renforcement du Conseil du Forum Social Congolais
- Large diffusion des actes du Forum Social Congolais
- Présentation officielle des recommandations des participants aux autorités politiques du pays
- Encourager l'émergence des forums sociaux locaux sur l'ensemble du territoire national
- Choix
- Organisation d'un deuxième forum social congolais
- Réalisation d'un Centre d'Information sur l'altermondialiste
- Mise en relation des campagnes nationales entre elles d'une part, et entre les campagnes congolaises et internationales d'autre part
- Organisation des assemblées des mouvements sociaux
- Identification en provinces des points de relais du Secrétariat du Forum Social Congolais
- Large participation des acteurs congolais aux différents forums en Afrique et dans le monde
- Accueil des forums sociaux africain et mondial

8. CONCLUSION

La première édition du Forum Social Congolais a bel eu lieu et a été une expérience capitale pour l'ensemble du mouvement associatif congolais qui s'est mobilisé à plusieurs niveaux.

Si le résultat relatif à la participation de 15.000 personnes n'a pas été atteint, une participation importante a quand même eu lieu et cela dans un contexte difficile marqué notamment par la pauvreté et la peur des activités politiques (peur héritée des années de dictature).

Habités aux seules réunions dans des salles, les participants au Forum ont expérimenté une marche populaire dans la rue ; des réunions en plein air et ont eu droit à un autre type de discours qui mette chaque individu devant ses responsabilités.

Beaucoup d'engagements ont été pris, reste maintenant à les concrétiser et cela dépendra du degré d'implication de tout le monde mais aussi de la capacité du Secrétariat à les stimuler.

L'implication des partenaires extérieurs a été déterminante pour la réussite de ce premier Forum. Il importe maintenant de cheminer ensemble pour le suivi des résultats afin que cette première expérience ne soit pas la dernière mais qu'elle évolue et donne lieu à toute une véritable dynamique altermondialiste dans toutes les entités administratives de la République Démocratique du Congo avec des répercussions au-delà des frontières nationales.



Annexe N°1 : LES ENGAGEMENTS DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Sous la coordination de notre collègue Victor NZUZI, de la NAD (Nouvelle Alternative pour le Développement), le 28 juin 2008, dernier jour de la première édition du Forum Social Congolais, les Mouvements Sociaux présents ont tenu leur première Assemblée. A l'issue de cette Assemblée, les Mouvements Sociaux Congolais ont pris les décisions d'agir dans le cadre des engagements suivants :

1. Les Mouvements des Jeunes présents au Forum Social Congolais

S'engagent à :

1. Mettre immédiatement en place un noyau porteur du mouvement social des jeunes en République Démocratique du Congo. Ce noyau constitué au cours du FSC est chargé de sensibiliser les autres jeunes à rejoindre le mouvement. Une journée de solidarité sociale sera organisée pour le lancement du mouvement.
2. Tout mettre en œuvre pour la création d'un cadre de concertation tripartite entre les jeunes, les bailleurs de fonds et le gouvernement ;
3. Lutter pour que l'Etat respecte la dignité de l'étudiant congolais en dotant les institutions supérieures et universitaires des moyens matériels et financiers pouvant placer l'étudiant dans des bonnes conditions d'études ;
4. Soutenir le renforcement des capacités des organisations des jeunes étudiants pour la culture du contrôle citoyen et de la non violence dans les milieux universitaires ;
5. Mener des actions de plaidoyer et de lobbying auprès des Institutions de la République pour la mise sur pied par le Gouvernement d'un Fonds Spécial de Promotion des Initiatives des Jeunes
6. Militer pour l'instauration des programmes scolaires qui valorisent l'être humain et le prépare à la solidarité avec les autres

2. Les mouvements des Paysans présents au Forum Social Congolais s'engagent à :

1. Militer pour l'émergence d'un Mouvement Paysan fort par la création d'un réseau bien organisé et structuré, sans beaucoup de hiérarchie, du village jusqu'au niveau national ;
2. Participer aux prochains forums sociaux ainsi qu'aux échanges entre les paysans au niveau national et international ;
3. Mener un plaidoyer auprès des décideurs pour la création et le développement des institutions alternatives de micro finance et en assurer la sécurité et la protection ;
4. Amener l'Etat à élever dans le budget la part allouée à l'agriculture ;
5. Militer pour la promotion de la production locale et pour la protection du marché local des produits agricoles ;
6. Mener un plaidoyer auprès des parlementaires pour une loi régissant les associations paysannes ;

7. Interpeller, par des actions de masse, l'Etat pour l'aménagement des routes de dessertes agricoles ;
8. Militer pour la réforme de la loi foncière en vue de permettre aux paysans d'accéder facilement à la terre ;

3. Les mouvements des femmes présents au Forum Social Congolais s'engagent à :

1. Développer des stratégies plus efficaces pour combattre toutes les formes de violences faites aux femmes : Violences conjugales, viols, injustice sociale, etc.
2. Dénoncer par tous les moyens les injustices observées qui ne permettent pas d'appliquer la parité dans les institutions publiques
3. Améliorer la communication entre les femmes en vue d'une meilleure sensibilisation et mobilisation d'autres femmes qui ignorent leurs droits ;
4. Développer des échanges entre les femmes urbaines et les femmes rurales ;
5. Développer des alliances avec des parlementaires engagés en vue d'obtenir la révision de deux alinéas de la loi électorale qui défavorisent les femmes.
6. Mener une campagne pour la ratification de la Convention 183 de l'OIT sur la protection de la maternité.
7. Militer pour que la voix de la femme soit toujours consultée lors de la prise de décisions importantes
8. Militer contre l'impunité des acteurs des viols et pour l'indemnisation des victimes
9. Participer aux autres éditions du Forum Social Congolais et mettre en amont un comité scientifique des femmes pour préparer leurs ateliers
10. Oeuvrer pour un mouvement fort pour la défense des droits et intérêts des femmes

4. Les Mouvements et Organisations engagés dans la lutte pour l'annulation de la dette extérieure de la RDC présents au Forum Social Congolais s'engagent à :

1. Créer un espace d'information, d'échange et de concertation sur la dette extérieure entre tous les acteurs sociaux à tous les niveaux du pays. Le CNONGD, le CENADEP, le NAD/CADTM et le Coalition dette extérieure sont chargés de sa mise en œuvre.
2. Déclarer la dette extérieure de la RDC illégitime et odieuse.
3. Tout mettre en œuvre pour que soit organisé l'audit de la dette et son annulation sans condition.
4. Récolter des signatures par une pétition pour l'audit et l'annulation totale de la dette et les transmettre aux autorités compétentes
5. Entreprendre des actions de sensibilisation et de conscientisation de toutes les couches de la population sur l'illégitimité de la dette et la nécessité de son annulation pure et simple
6. Adhérer et participer à la semaine internationale de l'annulation de la dette qui sera organisée cette année.
7. Mener une action de plaidoyer et de lobbying auprès du gouvernement pour leur implication dans la gestion des fonds d'initiative PPTTE pour plus de transparence et d'efficacité dans les actions programmées.

5. Les Mouvement et Organisations impliqués dans la question des ressources naturelles, présents au Forum Social Congolais, s'engagent à :

1. Lancer une forte campagne de plaidoyer et de lobbying pour le maintien du moratoire sur l'octroi des concessions forestières ;
2. Développer des alliances avec les parlementaires pour faire valoir le plaidoyer pour la révisitation de certains contrats forestiers et miniers à laquelle doivent être associés les acteurs de la société civile;
3. Mobiliser l'ensemble de la communauté nationale et des amis des autres régions du monde pour exiger que la R.D.Congo soit rémunérée pour sa production d'oxygène mondiale
4. Organiser des commissions thématiques parallèles aux structures étatiques
5. Militer pour l'élaboration d'un code de la gestion des eaux
6. Militer pour que l'eau demeure un service social non commercialisable
7. Empêcher le détournement des eaux de la R.D.Congo
8. Valoriser l'ethnothérapie et militer pour la création des écoles qui l'enseigne
9. Exiger au gouvernement d'insérer le cours d'environnement dans les formations scolaires et académiques ;
10. Militer pour la pénalisation des atteintes à l'environnement ;

6. Les Associations des consommateurs et d'action sur le commerce équitable présentes au Forum Social Congolais s'engagent à :

1. Tout mettre en œuvre pour organiser un mouvement des consommateurs fort, crédible et mobilisateur tant au niveau local que provincial et national ;
2. Mener des campagnes de sensibilisation sur les dangers de certains produits importés dont les origines ne sont pas connues et la qualité n'est pas éprouvée
3. Ouvrir pour la valorisation par l'Etat congolais de la production et de l'industrie locales
4. Organiser une semaine nationale d'action sur le commerce équitable d'ici la fin de l'année 2007 ;
5. Dénoncer avec fermeté les injustices économiques ainsi que les mauvaises politiques de l'OMC, de la Banque Mondiale et du FMI.
6. Participer à tous les autres forums sociaux

7. Les Organisations Syndicales et Mouvements pour le travail présents au Forum Social Congolais s'engagent à :

1. Mener une campagne nationale contre la privatisation des entreprises et services publics essentiels ;
2. Organiser un plaidoyer unissant les syndicalistes aux autres mouvements de la société civile pour exiger la réforme de la sécurité sociale ;
3. Faire respecter par tous, le cadre du travail, les textes légaux et réglementaires, en vue de promouvoir la sécurité de l'emploi, la rémunération décente, la prise en compte du travail journalier, etc.
4. Exiger du Gouvernement une politique nationale de l'emploi, qui doit prendre en compte la régularisation du système de recrutement et la sécurisation du travail ;
5. Mettre en œuvre des mécanismes qui luttent contre le tribalisme, le clientélisme et le népotisme dans le monde du travail ;
6. Militer pour l'opérationnalité des tribunaux du travail et pour la formation permanente de leur personnel

7. Développer des mécanismes de plaidoyer pour la redynamisation du conseil national du travail.
 8. Oeuvrer pour la protection du travail informel
- 8. Les Organisations et Mouvements engagés pour la paix et la sécurité, présents au Forum Social Congolais, s'engagent à :**
1. Organiser une Campagne de sensibilisation et d'interpellation de l'ensemble de la communauté civile et politique nationale ainsi que tous les organes décisionnels nationaux et internationaux sur la problématique de la paix et la sécurité à l'intérieur et aux frontières de la R.D.Congo ;
 2. Mobiliser l'ensemble des forces vives pour l'organisation, d'une journée de solidarité nationale marquée par une marche et une opération « Silence Radio » en collaboration avec les radios communautaires et commerciales du pays.
 3. Initier des actions de solidarité qui exigent le retour de toutes les bandes armées étrangères dans leurs pays d'origine
 4. S'agissant de l'action principale, la manifestation en forme d'une marche où toutes les organisations « forces vives » vont mobiliser leur membre, laquelle marche sera assortie des actions subsidiaires notamment les plaidoyers auprès des instances décisionnelles tant nationales qu'internationales, afin que toutes les bandes armées étrangères retournent dans leurs pays respectifs.
 5. Exiger l'implication des mouvements de la société civile dans la conception et la mise en œuvre de la politique de Désarmement et de réinsertion sociale des anciens combattants
 6. Dénoncer les pillages et les exploitations illégales des ressources naturelles du pays qui alimentent des conflits armés.

Kinshasa, le 28 juin 2007

ANNEXE 2 :

ALTERNATIVES, PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DES ATELIERS ET CARREFOURS

Les 3 premiers jours des travaux, en rapport avec la problématique et les enjeux de la mondialisation néolibérale en RDC et les défis d'un développement participatif, les participants aux différents espaces et ateliers d'exposés et débats ont formulé et émis les alternatives, propositions et recommandations résumées comme suit :

Thème 1 : Ressources naturelles et environnement :

1. Vulgariser la Charte du FSC ainsi que ses objectifs et finalités en publiant un feuillet à cet effet ;
2. Renforcer les réseaux des acteurs locaux et favoriser des alliances aux niveaux local, national et international ;
3. Dénoncer avec énergie dans les médias, les rassemblements populaires et les rencontres de la société civile les abus des tenants du pouvoir dans l'exploitation des ressources naturelles ;
4. Affermir des Alliances solides entre la société civile, le Réseau des Ressources Naturelles (RRN), les parlementaires et les cadres de l'administration publique en vue d'influencer la révision des contrats miniers et forestiers
5. Militer pour la participation des mouvements sociaux dans la définition et la mise en œuvre de la politique agricole ;
6. Redistribuer les terres cultivables aux populations locales et protéger les paysans sans terres contre les multinationales.
7. Susciter l'intérêt du Gouvernement à encourager l'élevage de gros et petit bétail
8. Réactualiser les statistiques agricoles, notamment celles relatives à la sécurité alimentaire en vue de promouvoir la consommation des produits locaux ;
9. Promouvoir la pêche industrielle dans nos lacs intérieurs et rivières ;

Thème 2 : La RDC et la mondialisation néolibérale

1. favoriser la mise sur pied d'un cadre d'information, de formation, de documentation, d'échanges et de campagnes et pressions sur la problématique et les enjeux de la mondialisation ;
2. Encourager la structuration des mouvements sociaux et associatifs en vue d'une meilleure élaboration des stratégies d'actions et une planification des actions concrètes .
3. Développer des engagements politiques forts au sein des Mouvements sociaux, Syndicats et ONG et ne pas se limiter seulement aux actions sociales.
4. Développer des alliances avec les Ecoles, les Universités, les organisations et mouvements religieux en vue d'un éveil de la conscience populaire sur la problématique de la mondialisation néolibérale
5. Encourager l'organisation des FSC locaux, territoriaux, urbains et nationaux
6. Militer pour l'interdiction de l'importation des produits agricoles quand cela peut être produit sur place

7. Militer pour que les multinationales soient entourées de mécanismes favorisant la prise en compte des intérêts des Congolais
8. Influencer le Gouvernement à répudier la dette extérieure et à saisir les juridictions judiciaires compétentes
9. Militer pour l'illégitimité de la dette extérieure de la RDC qui doit être considérée comme odieuse
10. Développer des alliances entre les acteurs sociaux, les parlementaires nationaux et étrangers pour l'audit de la dette et pour l'abolition de ladite dette
11. Militer pour l'audit de la dette de la RDC
12. Créer des coalitions : Paysans, Jeunes, Femmes, Syndicats pour mieux structurer la lutte contre l'accumulation de la dette
13. Mettre en place un front commun des ONG de la Société Civile dans la lutte pour l'annulation de la dette publique extérieure
14. Concevoir des images et des messages sur les notions de la dette et les vulgariser dans toutes les langues nationales.
15. Récupérer les biens pillés par le Roi Léopold II pendant l'époque coloniale.
16. Dénoncer les circuits mafieux qui enrichissent les dirigeants au détriment du peuple.
17. S'inspirer de l'exemple du Nigeria pour récupérer l'argent expatrié par les anciens dignitaires de la deuxième République.
18. Organiser et mettre en place des mécanismes de sensibilisation et d'éveil de conscience de toutes les couches de la population sur le refus des dettes publiques car l'ignorance serait à la base de cette escroquerie internationale.
19. Qu'une enquête soit diligentée sur l'exploitation du coltan car non repris dans le budget de l'Etat mais sujet à l'exportation. Savoir au nom de qui ce produit est exporté.
20. Que les ONG bénéficiaires de l'aide financier extérieure en assurent une bonne gestion car cet aide est une autre forme de dette que l'Etat congolais devra rembourser d'une manière ou d'une autre.
21. Que le rapport de ce Forum Social Congolais soit envoyé au Gouvernement, Parlement, au Sénat pour amener tous les élus à s'amender et à réorienter leurs visions vers l'intérêt de ceux-là même qui les ont élu.

Thème 3 : Le monde du travail

1. Persuader le gouvernement à appliquer les Conventions de l'OIT en payant mieux les travailleurs ;
2. Développer des alliances solides syndicats – Associations – Parlements pour une opposition à la privatisation sauvage des entreprises et pour l'application et le respect des textes en ce qui concerne la redistribution équitable sur base du revenu national ;
3. Militer pour que les partenaires sociaux participent aux travaux parlementaires sur la restructuration des entreprises publiques.
4. Influencer l'Etat Congolais à procéder par la ratification de la Convention 147 de l'OIT ;
5. Cristalliser la discipline syndicale vis-à-vis des sollicitations du pouvoir ;
6. Persuader le gouvernement à appliquer les Conventions de l'OIT en bien payant les travailleurs ;
7. Réorganiser les structures de concertation paritaire ou tripartite au niveau du gouvernement et syndicats ;
8. Assurer la formation syndicale continue en vue d'outiller les acteurs sur le terrain ;
9. Amener les employeurs à accepter d'autres syndicats à l'instar du syndicat maison ;
10. Evaluer les besoins des travailleurs congolais et que le SMIG tienne compte des besoins réels de l'agent ;
11. Faire élaborer les textes pour la gestion rationnelle du secteur de l'économie informelle en vue de faciliter la création d'emplois dans la dynamique et ligne droite des PME ;
12. Lutter pour l'abolition des zones salariales ;
13. Clarifier les droits du paysan congolais producteur ;
14. Lutter contre la corruption à tous les niveaux ;
15. Installer effectivement les tribunaux du travail ;
16. Appeler l'Etat congolais à procéder à la ratification de la convention 183 sur la protection de la maternité au même titre que la convention 156 ;
17. Encourager la création des syndicats dans les ONGD ;
18. Faire respecter le code du travail à tous les niveaux

Thème 4 : La paix et la sécurité

1. Militer pour le respect des accords régionaux par toutes les parties signataires du pacte de stabilité des grands lacs
2. Dénoncer la main mise des politiques internationales qui ne favorisent pas la stabilité dans la région des grands lacs
3. Dénoncer par tous les moyens toutes les formes d'exploitation illégale des richesses de la RDC en associant les médias, les groupes religieux et l'ensemble d'acteurs sociaux
4. Développer les alliances entre les acteurs sociaux engagés des pays de la région des grands lacs en vue d'influencer les politiques de leurs pays respectifs ;

5. Vulgariser le pacte de stabilité et mener une campagne de sa ratification par le parlement congolais.
6. Développer un lobby pour le retour sans conditions des forces négatives étrangères dans leurs pays d'origine
7. Dénoncer les seigneurs de guerre et leurs commanditaires et les traduire devant la justice internationale

Thème 5 : Droits sociaux et luttes sociales

1. Mettre en place des mécanismes favorisant le leadership des femmes ;
2. Favoriser une dynamique contre les violences sexuelles en appuyant la formation d'un réseau d'action et de collaboration dans la lutte contre la violence faite aux femmes ;
3. Mettre en place des mécanismes de promotion de la femme paysanne ;
4. Développer des liens de solidarité et d'échanges entre les réseaux des femmes de la RDC et les réseaux de femmes au niveau du continent africain et du monde ;
5. Chercher à connaître les programmes d'activités et rapports annuels des ONG internationales et certains organismes de l'ONU pour examiner minutieusement et rendre publiques les inadéquations avec les besoins des enfants de la rue.
6. Promouvoir les approches visant l'amélioration de la prise en compte de l'opinion de l'enfant dans la prise des décisions qui les concernent.
7. Mener un plaidoyer en vue de la lutte contre l'impunité des auteurs de la mise des enfants dans la rue surtout le cas des enfants dits sorciers.
8. Epingler les politiques sociales du pays comme premier facteur de la prolifération du phénomène « enfants de la rue »
9. Développer des assurances alternatives pouvant bien gérer les cas des accidents.
10. Développer des mécanismes de communication et d'échanges d'informations entre acteurs sociaux de tous les coins du pays
11. Promouvoir la production et la consommation des produits locaux ;
12. Militer pour que le Gouvernement intègre dans ses programmes le désenclavement des zones à forte production agricole ;
13. Militer pour que les concessions minières et forestières ne prive pas la population de l'accès au sol et ne réduise les espace de production agricole
14. Appuyer l'émergence d'une économie sociale et solidaire

Thème 6 : Décentralisation et gouvernance.

1. Développer et Multiplier des cadres démocratique et participatif de contrôle citoyen et de concertations entre gouvernants et gouvernés dans les entités décentralisés;
2. Plaider pour l'implication de la société civile dans l'élaboration urgente de la loi sur la décentralisation et son application pour l'organisation dans les meilleurs délais des élections municipales et locales ;
3. Développer des campagnes d'information et de sensibilisation sur la décentralisation
4. Mettre en place un observatoire citoyen de la gouvernance à tous les niveaux

5. Développer la culture des forums sociaux locaux à tous les niveaux (quartiers, communes, territoires, villages, District, Provinces, etc) en vue de développer un mouvement fort de la société civile qui sache jouer le véritable rôle de contre pouvoir et proposer chaque fois des alternatives durables
6. Développer des alliances et des partenariats entre les acteurs sociaux et politiques en vue de faire triompher les notions de solidarité nationale
7. Encourager et soutenir la participation de la femme à la gestion de la chose publique ;
8. Développer la notion de contre-pouvoir au sein de la société civile
9. Développer l'information et la communication sur la laïcité en veillant que cette laïcité ne soit pas seulement une bonne intention mais un véritable outil des droits de l'homme qui lui permette d'exprimer librement sa pensée et pratiquer la religion de son choix ;
10. Identifier et encourager les acteurs sociaux efficaces, dignes et capables de représenter les forces sociales au niveau des élections ;

Thème 7 : Les jeunes

1. Encourager les jeunes à participer activement aux Forums Sociaux et à y développer des activités les concernant;
2. Conscientiser la jeunesse sur les enjeux de la mondialisation qui pèse lourd sur son avenir ;
3. Encourager les jeunes à susciter des mouvements de pressions et à participer au contrôle citoyen de la gestion de la chose publique
4. Protéger les jeunes filles et garçons, surtout celles et ceux de la tranche d'âge entre 14 et 20 ans, contre les effets néfastes des médias qui les écartent de leurs cultures ;
5. Militer pour la restructuration du Système éducatif en y intégrant des notions de luttes sociales et d'indépendance économique et culturelle.
6. Militer pour la participation des jeunes à l'élaboration des politiques les concernant ;
7. Censurer les programmes télé en vue de promouvoir la sauvegarde des valeurs morales et culturelles congolaises et lutter contre l'importation des cultures étrangères négatives ;
8. Encourager la culture des alliances et l'organisation des assemblées des jeunes dans le pays pour stimuler l'idéal de la reconstruction du Congo;

Thème 8 : La communication et les médias

1. Regrouper les paysans en club des auditeurs pour soutenir les radios communautaires ;
2. Soutenir les radios communautaires dans leur lutte de libération de la parole dont le contrôle est monopolisé par le pouvoir néo-libéral ;
3. Faire respecter scrupuleusement la déontologie des journalistes et permettre une plus large expression des artistes ;
4. Militer pour doter les radios communautaires des moyens conséquents permettant de diffuser l'information ;
5. Créer un partenariat entre la société civile et les radios communautaires ;

Ateliers paysans

1. Développer des alliances solides entre les différents mouvements paysans du pays et consolider des structures de formation, conscientisation, débats et échanges ;
2. Favoriser le développement des structures autochtones ;
3. Multiplier l'expérience des unions, fédérations et confédérations des syndicats paysans ;
4. Mettre en place des stratégies de concertations, d'auto défense au et autres actions pour s'affranchir de la peur ;
5. Organiser des rencontres provinciales et nationales des mouvements paysans ;
6. Former le leadership paysan pour qu'il dispose des capacités de bien canaliser les luttes paysannes ;
7. Confectionner des stratégies appropriées pour défendre les causes paysannes ;
8. Aménager le territoire en construisant des routes de desserte agricoles et rendre disponibles des outils de communication et de production pour améliorer la production paysanne et l'évacuer facilement vers les centres de consommation ;
9. Organiser des forums de solidarité du paysan et communautaire pour tous les paysans ;
10. Converger les visions et renforcer les capacités des paysans ;
11. Elaborer un programme national d'alphabétisation ;
12. Etre initié dans la détermination et la connaissance des prix exacts des biens et services produits par les paysans ;
13. Disposer des infrastructures de conservation et de stockage des produits et les acheminer facilement vers les lieux de consommation ;
14. Plaider pour l'instauration des subventions aux paysans sous forme de crédits ;
15. Amener les paysans à exploiter les produits agricoles qui leur sont rentables plutôt diversifier les cultures ;
16. Lutter contre l'exode rural ;
17. Faire partir sans conditions les troupes armées du territoire congolais, particulièrement à l'Est du pays ;
18. Collaborer avec les autorités tant militaires que policières, administratives, etc.
19. Octroyer des terres aux paysans qui en ont besoin ;
20. Créer des radios rurales pour la diffuser les informations concernant le monde rural ;

Annexe N° 3 :

**MOT D'INTRODUCTION DU COORDONNATEUR A L'OUVERTURE
DE LA 1^{ERE} EDITION DU FORUM SOCIAL CONGOLAIS, TENU A KINSHASA,
DU 24 AU 28 JUIN 2007**

Mesdames, Messieurs les Représentants des Délégations Etrangères amies,
Mesdames, Messieurs les membres des mouvements sociaux congolais,

Il est pour nous un devoir de vous présenter les différents éléments constitutifs de cette première édition du Forum Social Congolais, depuis sa conception jusqu'à sa matérialisation que nous sommes tous entrain de concrétiser en ce moment. Ces éléments seront axés sur les points suivants :

1. Qu'est-ce qu'un Forum Social ?
2. L'idée d'organiser un Forum Social Congolais
3. Pourquoi un Forum Social Congolais ?
4. Comment va se dérouler le Forum Social Congolais ?
5. Le cadre organisationnel du forum social congolais
6. Les principales activités prévues pour le Forum Social Congolais
7. Les thèmes du Forum Social Congolais :
8. Les résultats attendus de la 1^{ère} édition du Forum Social Congolais

1. QU'EST-CE QU'UN FORUM SOCIAL ?

Sans être exhaustif, nous profitons de cette opportunité pour rappeler à nos collègues des mouvements sociaux congolais qu'un « Forum social est un espace de débat démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, de réseaux, d'ONG et autres organisations sociales qui s'opposent au néo-libéralisme et à la domination du monde par la force du capital et par toute forme d'impérialisme ». A un premier Forum Social Mondial organisé en 2000, à Porto Alegre au Brésil, a succédé un processus mondial de recherche et de construction d'alternatives aux politiques néo-libérales.

Un Forum social se caractérise par sa pluralité et par sa diversité. Il n'est ni confessionnel, ni gouvernemental, ni partisan. Il se propose de faciliter l'articulation d'associations et de mouvements engagés, tant au niveau local qu'international, dans des actions concrètes de construction d'une autre société. Un Forum social n'est ni une association, ni une organisation, ni un simple atelier de réflexion. C'est une dynamique engagée en vue de proposer des alternatives exigeant l'amélioration des conditions des vies des populations

2. L'IDEE D'ORGANISER UN FORUM SOCIAL CONGOLAIS

En janvier 2003 à Porto Allègre, s'est tenu le 3^e Forum Social Mondial auquel ont participé plusieurs acteurs de la Société Civile congolaise, non comme représentants de celle - ci mais simplement comme individus représentant leurs structures respectives avec l'appui de leurs partenaires.

A l'issue de ce forum, il a été noté un besoin de « *la mise en place au niveau de chaque pays, d'un Forum Social National qui mobiliserait les mouvements sociaux impliqués dans la dynamique altermondialiste en vue de dénoncer les effets de la mondialisation néolibérale et proposer des alternatives pour la construction d'un monde plus juste et plus solidaire en allant du niveau national au niveau mondial* ».

Le 7 mars 2003 à Kinshasa, certaines personnalités ayant participé à ce Forum ont fait la restitution auprès de membres du mouvement associatif congolais regroupés au sein du Secrétariat Exécutif National de la Société Civile congolaise. Au terme de la restitution, les participants ont unanimement reconnu la nécessité de mettre tout en œuvre en vue d'organiser un Forum Social Congolais.

L'idée de constituer un groupe de travail composé d'acteurs socialement engagés qui se pencheraient sur certaines questions d'intérêt national et international, aussitôt le Gouvernement de transition mis en place, a commencé à émerger. Des dynamiques se sont alors créées à l'intérieur tout comme à l'extérieur du pays sans toute fois arriver à réaliser le Forum Social Congolais, car les congolais sont repartis au Forum Social Mondial de Bombay en 2004 et à celui de Porto Alegre en janvier 2005 sans avoir mis sur pied leur Forum National. Dans l'entre-temps les problèmes sociaux de la population deviennent de plus en plus récurrents avec la longue transition politique.

De retour de Porto Alegre, les réflexions ont recommencé en mai 2005 à Kinshasa et les voix se sont encore accordées pour arriver à concrétiser le 1^{er} Forum Social Congolais. Pendant les préparatifs du Forum Social Mondial de janvier 2007, quelques grandes organisations de la société civile congolaise se sont mises d'accord pour éviter de se présenter en ordre dispersé, mais de participer au Forum de Nairobi en tant que Forum Social Congolais et des mécanismes ont été mis en place pour sa concrétisation au mois de juin 2007. C'est donc aujourd'hui que se manifeste le couronnement de cette longue marche vers la tenue de la première édition du Forum Social Congolais.

3. POURQUOI UN FORUM SOCIAL CONGOLAIS ?

Il s'agit de mobiliser toutes les forces vives de la nation et de travailler ensemble à la formulation d'un « **projet de société** » qui mette le citoyen congolais et toute autre personne vivant au Congo, avec ses besoins et ses aspirations, au premier plan de toute initiative politique, économique et sociale et l'avènement d'une société ou Nation congolaise plus juste et plus solidaire.

Le Forum Social Congolais est un espace de rencontres ouvert, visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions alternatives, l'échange d'expériences en toute liberté, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'organisations et de mouvements sociaux de la République Démocratique du Congo qui s'opposent aux politiques néo-libérales, à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme et de discrimination, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire solidaire axée sur l'être humain.

Le principal résultat consiste à concrétiser, avec le temps, ce projet de société sous la forme d'un « pacte social » qui engage l'ensemble d'acteurs sociaux dans l'articulation de leur lutte commune contre la misère du peuple et de leur dialogue avec les tenants du pouvoir public et les partenaires de développement.

Le Forum Social Congolais n'est pas un forum anodin, ni un spectacle ordinaire. Par sa première édition et ses éditions futures, le F.S.C. servira d'écran aux actions de campagne et de plaidoyer des mouvements sociaux populaires congolais en lutte pour une justice sociale, politique et économique, et l'avènement d'une Société ou Nation

congolaise plus juste et plus solidaire. Il s'inscrit complètement dans la ligne de la Charte des principes du Forum Social Mondial

Cette première édition du FSC s'est fixée les objectifs suivants :

- Consolider les capacités d'analyse, de proposition et de mobilisation des organisations du mouvement social congolais afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle en RDC, en Afrique et au sein du mouvement social mondial,
- Construire un espace congolais d'élaboration concertée d'alternatives à la gouvernance du pays et à la mondialisation néo-libérale, à partir d'un diagnostic de ses effets sociaux, économiques et politiques,
- Définir des stratégies de reconstruction sociale, économique et politique, incluant une redéfinition du rôle de l'État, du marché et des organisations citoyennes,
- La prise de conscience de la nécessité de la lutte solidaire des populations face à toute tentative de mauvaise gouvernance et face à la puissance financière internationale et son corollaire qu'est la mondialisation néolibérale qui consacre la domination du monde par les grandes puissances économiques et militaires ;
- La prise de conscience des populations à prendre en charge leur destin par des propositions d'alternatives nouvelles face à la privatisation, à l'injustice sociale et économique, au commerce mondial et aux finances internationales.
- Contester le mythe du commerce libre perpétué par les pays riches et puissants que le commerce libre et la privatisation sont les seules solutions à la pauvreté dans le monde. Les gouvernements et les grands dirigeants du monde ont gobé ce mythe. Partout, les pays pauvres sont poussés à ouvrir leurs marchés aux sociétés étrangères et aux importations bon marché souvent subventionnées ; à ne plus aider les producteurs vulnérables ; et à privatiser des services essentiels. Les résultats sont désastreux. Il faut éclater ce mythe une fois pour toute.
- Proposer d'autres solutions. Un changement radical de direction est nécessaire, si l'on a tout espoir d'éliminer la pauvreté. Les populations doivent pouvoir choisir eux-mêmes des politiques de leurs pays dont les politiques économiques, sociales et culturelles qui aident à réduire la pauvreté.
- Montrer notre solidarité nationale et internationalisme et le poids de la résistance et opposition des populations congolaises à une libéralisation et privatisation imposées.

Le thème central de cette édition est « **un autre Congo plus juste, plus prospère et plus équitable est possible, construisons-le ensemble ; construisons-le solidairement** »

4. COMMENT VA SE DEROULER LE FORUM SOCIAL CONGOLAIS ?

Ainsi donc, des centaines d'organisations et des dizaines de milliers de personnes d'horizon divers (Eglises, ONG, syndicats, associations locales, opérateurs économiques, acteurs sociaux, leaders paysans, fonctionnaires, indépendants, ...), provenant des 11 provinces du pays, de la diaspora congolaise et des amis en provenance d'autres pays participent à cette première édition du FSC. Notons qu'à la marche d'ouverture et de solidarité, nous avons identifié la participation de plus de 3000 personnes représentant plus de 600 organisations de la société civile.

Un Comité d'organisation et un Secrétariat installés à Kinshasa sont à pied d'œuvre depuis plus de 6 mois et s'emploient à la connexion avec toutes les dynamiques existantes, dans l'ensemble des provinces ainsi qu'à l'extérieur du pays. Ils ont pour mission d'assurer une large diffusion de l'information et une large mobilisation des acteurs susceptibles de contribuer à la réussite du processus. Les dynamiques provinciales ont été suffisamment informées et ont eu la latitude de mobiliser à leur

niveau les ressources nécessaires, étant entendu que nous devons absolument et avant tout compter sur nos propres moyens.

Le Secrétariat Permanent a eu pour mission spéciale d'assurer le lien avec la diaspora congolaise, les autres mouvements sociaux, les donateurs éventuels et les organisations internationales intéressées au processus du FSC.

Chaque noyau provincial a été appelé à organiser des consultations à son niveau en vue de constituer une sorte des cahiers des propositions des provinces devant alimenter les échanges lors du Forum Social Congolais.

Les axes thématiques de débat sont variés et ont été retenus en fonction des domaines et secteurs dans lesquels la population aspire à des transformations et des améliorations. Au cours du FSC, un nombre diversifié d'organisations et de mouvements sociaux vont participer par des activités telles que des ateliers, des conférences, des réunions de groupes, des spectacles, des manifestations en vue d'approfondir et de rendre plus visibles des thèmes de travail issus des consultations et/ou rentrant dans leur champ d'activités.

5. LE CADRE ORGANISATIONNEL DU FORUM SOCIAL CONGOLAIS

Depuis le 30 mars passé, dans le souci de garantir le bon fonctionnement du Forum Social Congolais, le Conseil du Forum s'est doté d'un cadre organisationnel, servant de cadre de référence dans le processus de construction et de consolidation du Forum Social Congolais. Il comprend les organes suivants :

5.1. L'Assemblée Plénière

Celle-ci est constituée des l'ensemble de tous ceux qui croient au FSC et adhèrent à la Charte du Forum Social Mondial, la Charte du Forum Social Africain et la Charte du Forum Social Congolais et qui s'engagent à œuvrer pour la concrétisation de ce dernier. Elle est composée des Mouvements sociaux, des organisations de la Société Civile et des individus. Elle constitue la tenue de l'édition du Forum Social Congolais

5.2. Le Conseil du Forum Social

Le Conseil du Forum est l'instance d'orientation et de décision du Forum Social congolais. Il est un cadre ouvert où peuvent siéger toutes les organisations et mouvements sociaux de la de la RDC (mouvements sociaux, syndicats, ONGs, associations, réseaux thématiques, collectifs, médias alternatifs, organisations de femmes et de jeunes, etc) et des individus adhérant à la Charte de principes du Forum Social Congolais.

Deux catégories de participants composent le Conseil du Forum Social : les membres effectifs et les observateurs et invités. Les membres effectifs sont des personnes détenant des mandats de leurs organisations et des individus, ayant rempli les conditions exigées par cet organe, et qui siègent en permanence au niveau du Conseil. Ils jouissent des mêmes droits. Les invités et observateurs sont des personnes dont la participation est sollicitée et/ou autorisée par le Conseil.

Les organisations désirant être membres du Conseil du Forum doivent préalablement remplir les conditions suivantes :

- être légalement reconnues ;
- adresser une demande écrite au Bureau de la Coordination ;
- accepter par écrit la Charte de principes du Forum Social Congolais
- Contribuer au Fonds de Solidarité pour le Forum Social Congolais

Le Conseil du Forum est saisi du dossier de candidature par le Bureau de Coordination avant la tenue de sa prochaine réunion, au cours de laquelle il doit rendre sa décision.

Les organisations membres du Conseil du Forum contribuent au fonctionnement du Bureau de la Coordination et du Secrétariat Permanent et participent financièrement aux activités du Forum. Le montant des contributions sera déterminé par le Conseil du Forum, sur la base de critères proposés par le Bureau de la Coordination.

Le Conseil du Forum se réunit une fois par mois sur convocation du Coordonnateur du Bureau de Coordination ou à la demande de 1/3 de ses membres. Les décisions au sein du Conseil du Forum sont prises par consensus dans le strict respect de la lettre et de l'esprit de la Charte des principes du Forum Social Congolais

Le Conseil du Forum peut faire appel à toutes personnes physiques ou morales dont il juge les compétences nécessaires à la réussite du Forum Social.

Les réunions du Conseil du Forum sont convoquées et présidées par le Coordonnateur du Bureau du Conseil une fois par mois, ou par un autre membre mandaté par lui.

Les attributions et responsabilités du Conseil du Forum sont les suivantes :

- Mettre en place, pour chaque édition du Forum, un Bureau de Coordination en tenant compte des critères géographiques, économiques...
- Approuver les propositions et les stratégies du Bureau de Coordination
- Contrôler la gestion quotidienne du Forum Social Congolais
- Orienter et décider sur la marche à suivre
- Choisir en son sein les membres du Bureau de Coordination et déterminer leur mandat
- Elaborer le Règlement interne
- Elaborer la Charte des Principes

5.3. Le Bureau de Coordination

Le Bureau de Coordination du FSC est un organe technique d'orientation politique et méthodologique du Forum. Il est choisi pour organiser une édition du Forum Social Congolais et assure la continuité du FSC. Il est désigné par consensus pour un mandat d'une année renouvelable.

Le Bureau de Coordination est dirigé par un Coordonnateur. Il convoque et préside les réunions du Bureau et du Conseil du Forum. Il fait le suivi du travail du Secrétariat qui lui rend compte régulièrement de ses démarches et activités. Le Coordonnateur consulte les autres membres du Conseil pour dégager la composition du Bureau et mettre en place des commissions sur avis du Conseil.

Le Bureau de coordination a pour mission :

- Superviser, planifier et évaluer toutes les activités entrant dans le cadre de la préparation et de l'organisation du FSC
- Définir les contenus, méthodologies et stratégies du Forum Social Congolais et œuvrer à l'élargissement de sa base sociale ;
- Identifier et mobiliser les personnes ressources pour l'animation des activités du FSC.
- Veiller et assurer les contacts établis avec les mouvements sociaux et organisations de la société civile tant aux plans national, régional qu'international, en particulier avec le Forum Social Africain et le Forum Social Mondial ;

- Susciter et encourager la participation des organisations de la société civile (ONGs, associations, syndicats, mouvements sociaux, médias, etc) au processus du Forum Social Congolais ;
- Orienter les stratégies et plans de communication, d'appropriation et d'élargissement du Forum Social Congolais ;
- Œuvrer à l'articulation des mouvements sociaux nationaux et à leur présence dans les mouvements sociaux mondiaux ;
- Soutenir et appuyer les initiatives visant à créer des forums sociaux locaux en RDC et à articuler ces forums au Forum Social Congolais, au Forum Social Africain et au Forum Social Mondial ;
- Déterminer des mécanismes de consultation, de concertation, de mobilisation et d'entraide entre les organisations et mouvements sociaux de la RDC prenant part au FSC congolaise ;
- Déterminer le lieu et la date de la tenue du Forum Social Congolais, et fixer les critères et conditions de participation des organisations et des personnes ressources.
- Assurer la continuité du Forum Social Congolais et veiller au respect de sa Charte de principes à travers ses différentes éditions ;
- Assurer le lien entre deux éditions du FSC et préparer les mécanismes de la prochaine coordination
- Faire le plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources nécessaires à l'organisation du Forum Social Congolais

Les décisions au sein du Bureau sont prises par consensus, dans le respect de la Charte des principes du Forum.

Le Bureau de Coordination doit présenter à chaque réunion du Conseil un rapport sur ses activités.

Le Bureau de Coordination doit assurer la libre communication entre les membres du Conseil et doit disposer à cet effet d'une liste régulièrement actualisée des adresses de tous les membres. Il doit assurer une transparence maximale des informations données ou demandées concernant les activités développées dans le processus FSC.

Le Bureau de la Coordination peut décider de mettre en place des commissions de travail et des commissions thématiques pour l'épauler dans la conduite de sa mission, ou faire appel à des personnes ressources reconnues pour leurs compétences.

5.4. Le Secrétariat Permanent

Le Secrétariat Permanent est mis en place par le Conseil du Forum. Il est l'organe permanent d'exécution des décisions prises par le Conseil du Forum. Il a pour fonctions de :

- diffuser largement auprès des organisations de la société civile les propositions alternatives issues des travaux du Forum Social Congolais, et des autres forums sociaux ;
- préparer et faciliter les réunions du Conseil et du Bureau de la Coordination ;
- appuyer les organisations sociales à réaliser des activités dans le cadre du FSC ;
- assurer la communication et les échanges entre les organisations de la société civile Congolaise impliquées dans le processus du FSC;
- soutenir les actions, initiatives et campagnes des organisations engagées dans la lutte contre les politiques néo-libérales ;
- assurer le processus de communication du Forum Social Congolais, y compris la restitution de ses résultats aux niveaux local, national et international ;
- assurer la systématisation de la " mémoire " du processus du FSC (archivage) ;

- mobiliser et gérer les fonds pour le processus FSC ;
- adresser les correspondances et invitations aux organisations participant au FSC ;
- proposer au Bureau de Coordination les formats des activités, les thèmes et leurs contenus ;
- répercuter toutes informations importantes aux membres du Conseil du Forum et aux organisations de la société civile
- tenir à jour le registre de réunion et mettre à jour le site du Forum Social Congolais;
- conserver les archives du Forum Social congolais, notamment les documents des communications, les correspondances, les photos, les films, les procès verbaux, les rapports des activités, etc.
- gérer les ressources du FSC et en faire un rapport régulier au Coordonnateur et au Conseil
- contresigner les documents bancaires avec le Coordonnateur ou un autre membre du bureau mandaté à cette fin
- Le Secrétariat Permanent doit présenter à chaque réunion du Conseil un rapport sur ses activités et un rapport financier

6. LES PRINCIPALES ACTIVITES PREVUES POUR CETTE PREMIERE EDITION DU FORUM SOCIAL CONGOLAIS

Etant un espace de rencontre, de débat démocratique d'idées, d'approfondissement de la réflexion, de formulation de propositions, d'échange d'expériences et d'articulation de mouvements sociaux, de réseaux, d'ONG et autres organisations de la société civile, les activités suivantes ont été prévues :

- Marche de solidarité avec les peuples du monde entier
- Débats Publics
- Ateliers de réflexion et de formulation des alternatives
- Concerts, ballets, sketches et autres manifestations populaires de sensibilisation et d'éducation citoyenne
- Caravane populaire d'expression démocratique
- Expositions diverses
- Marché de valorisation des produits locaux
- Discussions, échanges, Découvertes,...

7. LES THEMES RETENUS POUR CETTE 1^{ère} EDITION DU FSC.

En fonction des besoins d'expressions formulés par les différents mouvements sociaux et les organisations de la société civile, le Conseil d'organisation du Forum Social Congolais a retenu les thèmes suivants :

- Les ressources naturelles et l'environnement
- La RDC et la mondialisation néolibérale :
- La paix et la sécurité
- Les droits sociaux et les luttes sociales
- La décentralisation et la gouvernance
- Le monde du travail
- Les mouvements paysans en R.D.C.
- Les mouvements paysans
- La jeunesse
- La communication et les médias

8. LES RESULTATS ATTENDUS DE LA 1^{ère} EDITION DU F.S.C.

De cette première édition du Forum Social Congolais, les mouvements sociaux congolais attendent l'expression et la formulation des propositions d'alternatives pour la

construction d'un nouveau Congo plus juste, plus égalitaire, plus équitable et construit solidairement par ses citoyens

Il est aussi attendu qu'à l'issue de cette première édition du Forum Social Congolais, les différents Mouvements Sociaux Congolais se fixent des engagements d'action clairs et prennent la décision d'agir pour leur concrétisation en vue de contribuer à « **la construction solidaire d'un autre Congo plus juste, plus prospère et plus équitable, car il est possible** ».

Kinshasa, le 24 juin 2007

Sylvestre KAMBAZA

Coordonnateur du Forum Social Congolais

Annexe N°4 :

**INTRODUCTION AU FORUM SOCIAL CONGOLAIS :
L'ALTERMONDIALISME ET LES FORUMS SOCIAUX**
Par François Houtart

Introduction

Le Forum social congolais est un événement important qui se situe au sein d'un grand courant international. Il l'est d'abord pour le Congo, mais aussi comme expression de la dimension mondiale de ce fait social nouveau. Personnellement, je me sens particulièrement heureux et honoré d'avoir été invité à participer à cette première réunion d'un Forum social à la dimension du Congo.

1. L'histoire de l'altermondialisme

C'est à la fin des années 1990 qu'un phénomène de convergence des résistances sociales s'est manifesté en plusieurs points du monde. Les résistances ont évidemment toujours existé. Nous avons connu en Afrique en particulier, les luttes contre l'esclavage, les guerres contre le colonialisme et les multiples formes de

résistances civiques qui ont mené à l'indépendance des Etats. En Europe, ce fut l'histoire de la résistance de la classe ouvrière contre l'exploitation du capital. Elle a été longue et coûteuse en vies humaines. Partout le combat contre l'injustice est le fait même d'une humanité consciente de sa dignité.

Ce qui est nouveau, c'est précisément la convergence d'un grand nombre de mouvements et d'organisations qui n'avaient rien en commun précédemment. Il s'agit notamment de mouvements paysans, ouvriers, de peuples autochtones, de femmes, de défenseurs de l'environnement, de groupes luttant pour les droits de l'homme, etc. C'est bien ce que nous voyons ici dans ce forum, où se côtoient un très grand nombre d'organisations qui, certes, n'ont pas attendu le Forum social congolais pour se concerter dans certains domaines, mais qui pour la première fois arrivent tous ensemble sur un pied d'égalité, pour échanger leurs expériences et mettre en commun leurs préoccupations.

A l'échelle mondiale, on a vu se développer deux lignes de convergences. La première est caractérisée par la protestation. On l'a vu à Seattle en 1999, lors de la première réunion de l'Organisation mondiale du Commerce, où se sont retrouvés les syndicats ouvriers américains, les zapatistes représentant les populations indigènes du Chiapas au Mexique, les mouvements de femmes, les organisations des populations noires d'Amérique du Nord, les mouvements écologistes, et bien d'autres encore. Tous ont manifesté contre les décisions qui allaient être prises par l'OMC et ils contribuèrent par leur convergence à l'échec de ces premières négociations. Cette première grande manifestation fut suivie par nombreux d'autres, notamment contre le G8, les huit nations les plus industrialisées du monde, à Gènes, à Evian, à Leningrad, à Rostock ou encore contre les réunions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, de même que face au Forum économique mondial de Davos. Les protestations se multiplièrent, de Washington à Bangkok, de Hong Kong à Sidney, de Cancun (Mexique) à Mar del Plata (Argentine). S'y ajoutèrent les manifestations contre les décisions du Sommet européen, notamment à Séville et à Bruxelles. Bref, les initiatives furent mondiales et si l'Afrique fut relativement absente de ce genre d'événement, c'est parce que les centres de décision se situent généralement en dehors du continent.

L'autre ligne de convergence a été l'organisation des Forums. Au début 1999, une première initiative avait été prise, intitulée L'Autre Davos et qui réunit cinq grands mouvements sociaux du monde avec quelques analystes pour discuter des conséquences de l'étendue de l'économie néolibérale à l'ensemble de l'univers et, dans une conférence de presse tenue à Davos au moment de la réunion du Forum économique mondial, de dire : non. Les décisions sur l'économie du monde ne peuvent plus continuer à être orientées de cette manière, car des millions d'êtres humains en sont les victimes et la destruction de l'environnement naturel est au bout du chemin.

L'année suivante, les Brésiliens qui avaient participé à cette réunion prirent l'initiative de convoquer pour 2001 le premier Forum social mondial, la même semaine que la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos. Cette rencontre eut lieu à Porto Alegre en 2001. L'idée avait été de rassembler de 4 000 à 4 500 personnes et dès le premier Forum, la participation dépassait les 20 000. Le deuxième eut lieu également à Porto Alegre en 2002, avec 60 000 participants. Le troisième, dans la même ville réunit 100 000 personnes. En 2004, le Forum se tint en

Inde, à Mumbai, avec 110 000 participants. Une des caractéristiques fut la présence pendant toute la durée du Forum d'un nombre important, environ 20 000, des plus pauvres, les Dalits (les hors-castes) et les peuples autochtones, qui par leur présence étaient un rappel constant de la lutte des plus pauvres pour la survie.

Il y eut ensuite un retour à Porto Alegre en 2005, avec 155 000 personnes, puis une décentralisation du Forum mondial en 2006, à Bamako, Caracas et Karachi et enfin le Forum mondial de Nairobi en 2007, où pour la première fois de façon globale, le Forum tenait ses assises en Afrique. A cela s'ajoutèrent les Forums continentaux, africains, européens, asiatiques, américains et les Forums thématiques, sur l'eau, sur l'Amazonie, sur l'éducation, sur l'émigration et les Forums nationaux. En quelques années plus de 250 réunions de ce genre eurent lieu dans le monde. Aujourd'hui se tient le premier Forum social congolais et la même semaine, le premier Forum social des Etats-Unis à Atlanta. L'Autre Davos avait réuni 50 personnes. Au cours de moins d'une décennie, ce sont plusieurs millions de gens qui se sont manifestés dans le monde pour se mettre ensemble et affirmer leur désir de construire un autre monde.

2. Le pourquoi de l'altermondialisme

Si les convergences se sont construites, c'est parce que tous les groupes humains concernés se trouvaient face au même ennemi. En effet, avec la mondialisation du capital, plus aucun groupe social dans le monde n'échappe à la domination de la loi du marché et par conséquent à la soumission du travail au capital. Tous sont victimes du même système, au Nord comme au Sud. Il y a quinze jours, à Brasilia, j'avais l'occasion de m'adresser au Cinquième Congrès du Mouvement des paysans sans terre (MST), réunissant quelque 20 000 paysans, parmi les plus pauvres, qui exprimaient leur désir de voir se réaliser une réforme agraire, dans un pays grand comme un continent et où plus de quatre millions de paysans n'ont pas de terre, ces dernières étant absorbées par les latifundistes et les grandes multinationales de l'*agrobusiness*.

Cependant, les injustices accrues par cette logique économique ne touchent pas seulement le Sud. Au Nord également, le phénomène s'accroît. On annonce en Angleterre, que le nombre de pauvres s'est accru considérablement et que les inégalités sont revenues à leur taux d'avant 1940. En France, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dépasse les trois millions et demi d'habitants, alors que les 0,01% les plus riches du pays ont augmenté leur richesse de plus de 40% au cours des cinq dernières années. Est-il étonnant alors de voir les victimes d'un tel système manifester leur désaccord. Et cela nous oblige à nous demander de qui l'ensemble de ces personnes sont les victimes ? En fait, le néolibéralisme signifie la libéralisation totale des échanges, tant de capitaux, que de biens et de services, ce qui établit la loi du plus fort. Entre les multinationales de l'*agrobusiness* et le petit paysan, il n'y a guère d'hésitation pour savoir qui sera le gagnant ? Les Traités de libre-échange entre les pays puissants et les pays les plus pauvres sont l'équivalent, comme le disait un sociologue nicaraguayen, d'un Traité entre le requin et les sardines. Mais pourquoi désire-t-on libéraliser l'économie ?

C'est dans les années 1970, qu'un accord de fait se réalisa autour de quelques grandes orientations de l'économie mondiale, que l'on a appelé par après le *Consensus de Washington*, parce qu'il concernait les grandes institutions financières

internationales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, de même que la Réserve fédérale américaine (la Banque centrale) et les grandes multinationales des Etats-Unis. Il s'agissait de relancer l'accumulation du capital, qui pour de nombreuses raisons, avait eu tendance à décliner et à cet effet, de lancer une véritable offensive, à travers le monde, aussi bien dans le Nord que dans le Sud, d'une part contre le travail et d'autre part contre l'Etat, afin de diminuer leur part respective dans le produit social mondial. Diminuer la part du travail signifiait faire baisser son coût, démanteler les systèmes de sécurité sociale et de pension, favoriser les délocalisations là où le travail est moins cher, désorganiser les mouvements des travailleurs. L'offensive contre l'Etat s'est manifestée par les privatisations, souvent sauvages et équivalant à une véritable piraterie des richesses communes, en faveur du capital privé.

Dans le Sud, les conséquences furent très graves. Sur le plan du travail, on a vu fleurir les zones franches, fonctionnant avec des travailleurs sous-payés et souvent dans des conditions de travail extrêmement pénibles. En même temps, s'est accélérée l'extraction des richesses, plus fortes encore que du temps du colonialisme, par des mécanismes nouveaux, n'exigeant pas l'établissement de colonies, mais bien le contrôle des mécanismes économiques : fixation des prix des matières premières et des produits agricoles, dette extérieure, mainmise sur les ressources naturelles, politiques agricoles des pays riches, paradis fiscaux permettant l'évasion des richesses locales, évasion des cerveaux. Dans le Nord, la même logique s'est imposée, avec la diminution aussi bien en Europe qu'au Etats-Unis des salaires réels dans le produit général, le démantèlement de certains volets de la sécurité sociale et un affaiblissement de l'Etat.

Tout cela s'est réalisé avec l'appui des organismes internationaux, tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, de même que l'OMC et même de plus en plus certains organismes spécialisés des Nations Unies, dépendant pour leur financement de firmes multinationales. Un exemple intéressant est celui de Sri Lanka où, en 1996, un rapport de la Banque mondiale proposait de supprimer la production du riz dans ce pays situé au Sud de l'Inde. Or, cela fait plus de 3000 ans que l'on produit du riz à Sri Lanka, que ce dernier forme la base de l'alimentation, que 80% des petits paysans vivent de cette production et que le riz fait partie de la culture, de la littérature, de la poésie, du paysage. Et cependant, la Banque mondiale a décidé qu'il devait disparaître. La raison : cela coûte moins cher de l'acheter au Vietnam ou en Thaïlande. C'est donc un calcul purement économique basé sur le marché qui oriente les propositions de décision. La sécurité alimentaire, le bien-être des paysans, la diète alimentaire de la majorité de la population, tout cela n'entre pas en ligne de compte. Les mesures proposées par la Banque furent triples : abolir les organes régulant le marché interne du riz ; mettre un impôt sur l'eau d'irrigation de manière à rendre la production du petit producteur de riz non rentable ; donner un titre de propriété à chaque paysan. En effet, la propriété des rizières était restée collective dans un grand nombre de cas, ce qui formait un obstacle à leur marchandisation. Le but de cette dernière mesure n'était pas le bien-être du paysan, mais bien de les mettre en état de vendre à vil prix leur terre aux corporations nationales ou internationales, prêtes à les racheter.

Comme le gouvernement sri lankais n'allait pas assez vite en besogne, la Banque supprima les crédits internationaux pendant un an. Un nouveau gouvernement accepta les principes de la Banque mondiale et remit son rapport

dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en disant que l'idée n'était pas mauvaise, car la suppression du petit paysannat permettrait de disposer d'une main-d'oeuvre abondante et à bon marché, capable d'attirer les capitaux étrangers. Cependant, comme cette politique avait été suivie par divers gouvernements de Sri Lanka depuis une quarantaine d'années, les travailleurs s'étaient organisés et avaient réussi à faire remonter les salaires, obliger l'Etat à organiser une sécurité sociale appréciable et à mettre sur pied un système de pension. D'où le prix de la main-d'oeuvre est devenu trop élevé à Sri Lanka et déjà des capitaux extérieurs quittent le pays pour s'investir au Vietnam ou en Chine, où cette dernière est moins chère. Le gouvernement a donc dû conclure qu'il fallait diminuer le prix du travail et pour cela faire voter des lois diminuant les salaires réels, démantelant une partie importante de la sécurité sociale et diminuant le taux des pensions. Voilà le résultat de la loi du marché et ce que signifie la soumission de l'ensemble du travail au capital.

Il y a quelques années, je rencontrais en Afrique de l'Ouest un économiste qui déclarait : nous sommes tous différents en Afrique, mais nous avons tous le même ministre des finances : le FMI. Cette boutade indiquait bien quelle était la logique qui orientait l'ensemble des économies du continent.

Le résultat de ces politiques est que tous les groupes sociaux sont aujourd'hui affectés par la logique du marché et la domination du capital. Les travailleurs ouvriers du secteur formel doivent très souvent accepter des conditions d'exploitation particulièrement pénibles. Les paysans sont dépouillés de leur terre, au profit de l'*agrobusiness* et l'on assiste bien souvent à de véritables contre-réformes et à une nouvelle concentration de la terre. Les peuples autochtones perdent leur territoire, au profit d'activités d'extraction, soit du bois, soit des mines, soit du pétrole et leur existence même est remise en cause. Les femmes sont les premières victimes de l'informalisation de l'économie, car une bonne partie du poids du maintien de la famille leur incombe. Ce sont elles aussi qui souffrent en premier lieu des privatisations, de l'eau, de l'électricité, de la santé, de l'éducation, qui par le fait même de leur marchandisation, deviennent inaccessibles aux plus pauvres. Les jeunes ont des difficultés à trouver du travail et à s'insérer dans la société. Quant à la destruction de la nature, elle devient effrayante et débouche même sur des changements climatiques aux conséquences qui peuvent être dramatiques pour des centaines de millions de personnes.

Tout cela ne va pas sans crise : crise classique du capitalisme, avec la surproduction de certains biens et donc la sous-consommation ; crises financières, qui se sont succédées dans différentes parties du monde au cours des deux dernières décennies et finalement crise climatique. Face à celles-ci, le système capitaliste mondial recherche de nouvelles frontières d'accumulation, il s'agit surtout de trois secteurs. Le premier est l'agriculture paysanne, qu'il faut transformer en agriculture productiviste capitaliste, car elle ne contribue guère à l'accumulation du capital. Elle se situe en effet dans le cadre de l'autoconsommation ou dans les trocs ou leurs équivalents sur un plan régional. Les documents de la Banque mondiale indiquent que la direction à suivre est l'instauration d'une agriculture productiviste, exigeant d'importants investissements financiers, capables seulement d'être supportés par des entreprises de grande dimension, qui par la monoculture ou le contrôle des diverses économies rurales permettront des retours rapides et importants, susceptibles de produire une forte accumulation.

Le deuxième secteur est constitué dans les services publics, qui en tant que tel, ne contribuent que de manière assez marginale à l'accumulation du capital. Par contre, si des secteurs tels que les besoins de base, comme l'eau, l'électricité, les communications, sans parler de la santé et de l'éducation deviennent des marchandises, à ce moment ils peuvent contribuer de manière considérable à l'accumulation du capital. Or, il s'agit, dans le monde, de centaines de milliards de dollars qui constituent un filon particulièrement rentable pour l'investissement, dans la mesure où il reste privé. Le troisième secteur est celui de la biodiversité, aujourd'hui fortement recherché pour sa contribution aux nouvelles orientations biologiques des secteurs tels que la pharmacie, les cosmétiques, les carburants.

Terminons en indiquant la tendance grandissante de la militarisation du système économique néolibéral. Ce sont les Etats-Unis, la seule force mondiale militaire, qui assument ce rôle de manière principale. Il y a dans le monde plus de 700 bases militaires des Etats-Unis, avec un demi million de soldats et un budget de plus de 500 milliards de dollars. Ces bases coïncident avec la nécessité du contrôle géopolitique des ressources naturelles, tout particulièrement des ressources énergétiques. La militarisation débouche également sur des guerres réelles, telles que nous les connaissons en Irak et en Afghanistan.

3. La logique d'un système

En fait, les effets dont nous avons parlé sur les populations du Sud et du Nord ne sont pas simplement des accidents de parcours ou le résultat d'abus et d'excès. Il s'agit bien d'une logique fondamentale. Le modèle de développement tel qu'il existe aujourd'hui et qui s'étend dans l'ensemble du monde se manifeste par une croissance spectaculaire de la capacité économique d'environ 20% de la population mondiale. Cela signifie que les 80% autres, ou bien restent très vulnérables ou bien se situent dans une zone de pauvreté. Or, un tel modèle est particulièrement favorable à une accumulation rapide du capital. En effet, il est plus intéressant de développer la consommation de 20% de la population capable d'acheter des biens et des services sophistiqués, à haute valeur ajoutée, que de produire pour les autres 80%, qui ont très peu de pouvoir d'achat ou aucun et donc ne sont pas susceptibles de contribuer à une accumulation rapide et forte. Il en résulte que jamais tant de richesse n'a été produite dans l'histoire du monde, mais que jamais nous n'avons eu autant de pauvres sur la terre. N'oublions pas qu'une personne meurt de faim toutes les quatre secondes.

Le système capitaliste se présente comme le plus efficace pour la production de biens et de services. C'est exact, dans la mesure où l'on ne s'interroge pas trop sur la manière dont il produit et la manière dont il distribue le produit. Cependant, on peut se demander à qui sert une telle efficacité ? En effet, quand nous analysons l'ensemble de l'économie mondiale, les conclusions sont passablement différentes. Si l'économie est l'activité humaine destinée à produire la base nécessaire à la vie physique, culturelle et spirituelle de l'ensemble des êtres humains dans le monde, le système capitaliste est le plus inefficace que l'humanité n'ait jamais produit. Il est donc indispensable de le délégitimer, d'abord sur un plan économique : il ne répond pas à la fonction de l'économie, mais ensuite également sur un plan éthique. Il est en effet impossible d'accepter moralement un système qui privilégie une minorité aux dépens d'une majorité. D'où l'importance du rôle joué par des groupes religieux, dont l'éthique sociale dénonce l'injustice et l'inégalité. En particulier, Jésus dans sa

société lorsqu'il vivait en Palestine, s'est identifié aux plus pauvres et a dénoncé les injustices dans tout le système social, politique et religieux de sa société. Quand il disait qu'il allait détruire le temple en trois jours, ce n'était pas une cathédrale ou une basilique, mais bien le système politique, économique et religieux, dont les pouvoirs étaient concentrés dans le temple, devenu le symbole de toutes les injustices. Une spiritualité chrétienne qui n'inclut pas ces dimensions dans ces perspectives, signifie une véritable réduction du christianisme et du message de Jésus-Christ.

4. Le passage des résistances aux alternatives

On pourrait dire que la description de la situation mondiale et même la référence à la convergence des résistances pourrait offrir un panorama assez pessimiste. En effet, il ne faut pas se cacher l'immensité du problème et les horreurs du système. Faire autrement, signifie tomber dans le jeu de l'adversaire. En même temps, il est important d'affirmer de manière très claire qu'il existe des alternatives et cela à tous les niveaux. Que ce soit celui de l'utopie, c'est-à-dire ce que nous ne pouvons pas faire maintenant mais qui peut exister demain ou les perspectives à moyen et à court terme, que ce soit dans les secteurs de l'économie, de la culture, de la politique, des équilibres sociaux, partout il existe des alternatives et les Forums sociaux sont des lieux où l'on s'informe à ce sujet. Ils ont permis en effet d'arriver à la conclusion qu'il est possible de construire un autre monde.

Ce qui manque c'est la volonté politique de pouvoir mettre en oeuvre ces alternatives, qui ne correspondent évidemment pas aux intérêts des plus puissants et qui ne peuvent voir le jour que sous la pression des milieux populaires sur les instances politiques. Or, il y a un endroit du monde où nous voyons des choses bouger. C'est en Amérique latine, où de nouvelles situations ont été créées. Tout d'abord, il y a eu l'échec de l'ALCA (le Traité de libre-échange entre l'Amérique latine et les Etats-Unis et le Canada), qui fut une grande victoire populaire. Il y eut réellement sur cet objectif une véritable convergence de l'ensemble des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales progressistes pour construire un front populaire contre ce projet nord-américain. Il s'agissait en effet d'intégrer l'économie latino-américaine dans celle du Nord. Dans tous les pays un regroupement s'est réalisé, des mouvements paysans, ouvriers, des peuples autochtones, des femmes, des défenseurs de l'environnement, des Eglises. Au Brésil, il y eut quatre millions de signatures. Des convergences se sont construites entre mouvements sociaux et partis politiques et même avec des gouvernements, comme ceux du Venezuela, de la Bolivie, du Brésil et qui ont conduit finalement à l'échec du projet, lors de la réunion de Mar del Plata en 2006.

En même temps des initiatives nouvelles ont été prises pour l'intégration économique, sociale et culturelle de l'Amérique latine. C'est tout d'abord l'ALBA, c'est-à-dire l'initiative alternative bolivarienne pour l'intégration latino-américaine, basée non pas sur la compétition, mais sur la complémentarité et la solidarité. C'est aussi la Fondation de la Banque du Sud, réunissant pour commencer cinq pays importants de l'Amérique latine, destinée à mettre en commun une partie des réserves de ces différents pays, pour servir de banque de développement, permettant de court-circuiter la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque interaméricaine de Développement.

Sur le plan social, on peut citer l'"Opération miracle" destinée à guérir les malades des yeux qui en Amérique latine s'élèvent à dix millions de personnes. La condition est d'être dans l'incapacité, à cause de la pauvreté, d'avoir accès aux soins dans son propre pays. Le programme est d'ailleurs ouvert aux pauvres de l'Amérique du Nord. En un an de temps, près de 600 000 personnes ont pu en bénéficier. Cela signifie une transformation véritable de leur vie. Aujourd'hui le programme se décentralise. On ne soigne plus uniquement ces personnes à Cuba, amenées par avion et dont le voyage était financé par le Venezuela, mais des médecins cubains opèrent dans divers pays latino-américain. Le nom de cette opération a évidemment une référence biblique : "les aveugles verront". Un tel type d'intégration sociale du continent correspond à une orientation tout à fait nouvelle, qui n'a plus rien à voir avec la logique du capital.

Enfin, il y a les efforts d'intégration culturelle, notamment les campagnes d'alphabétisation, telle que celle réalisée au Venezuela, avec la méthodologie cubaine, patronnée par l'Unesco, au point que ce pays vient d'être déclaré fin 2006 comme nation libérée de l'analphabétisme. Le programme est mis en route actuellement en Bolivie, où l'on espère résoudre le problème dans un laps de 18 mois. Il y eut également la Fondation de Telesur, une chaîne de télévision destinée à l'ensemble du continent latino-américain et permettant l'expression des peuples et non plus uniquement des pouvoirs économiques.

Tout cela a supposé évidemment la disposition de moyens financiers importants, grâce à leur établissement de la souveraineté sur les ressources naturelles. Ce fut le cas au Venezuela, mais également en Bolivie. Dans ce dernier pays, en un an, le pays a réussi à renverser la proportion de ses revenus du pétrole et du gaz, qui dans le temps étaient de 82% en faveur des multinationales et 18% pour le pays et sont devenus 82% pour le pays et 18% pour les multinationales. Cela a permis au pays de rétablir son équilibre budgétaire, pour la première fois depuis pratiquement son indépendance, de diminuer sa dette extérieure d'un tiers et de mettre en route des programmes sociaux et d'alphabétisation, de lutte contre la faim et d'habitats populaires. De telles initiatives supposent une bonne gestion des biens collectifs, car la corruption est évidemment le pire ennemi que ces programmes peuvent rencontrer. En Bolivie, le président Evo Morales a décrété une diminution de 50% des salaires des hauts fonctionnaires de l'Etat, ce qui permet de constituer un fonds pour le développement de l'éducation, mesure sans doute symbolique et peut-être provisoire, mais qui a valeur d'exemple.

Conclusion

Tout cela nous permet de dire combien il est important de construire la convergence de la société civile d'en bas, c'est-à-dire essentiellement des mouvements sociaux et des organisations non gouvernementales progressistes. Une telle convergence permet la création d'une conscience commune indispensable à la construction d'acteurs collectifs pour une transformation des sociétés. Ce pas, actuellement en construction au Congo, est de la plus grande importance, afin de permettre le développement d'une dynamique nouvelle, qui donne au peuple la maîtrise de son propre sort, le contrôle de ses dirigeants pour que leur action se situe dans la ligne du bien commun afin que le Congo entre, avec l'ensemble des

forces populaires dans le monde, dans une dynamique nouvelle, de reconstruction, de transformation et de bien-être.

Annexe N°5 :
CLOTURE DU FORUM SOCIAL CONGOLAIS :

LES FORCES ET LES LIMITES DES FORUMS SOCIAUX

François Houtart

A la fin de ce premier Forum social congolais, on peut se réjouir du résultat obtenu par une présence diversifiée, des différentes régions du pays et des différents secteurs sociaux. On peut dire que ce Forum social congolais a répondu aux fonctions des Forums sociaux et qu'il correspondait également à une attente. C'est précisément pour cette raison qu'il est important de réfléchir sur les forces et les limites des Forums sociaux.

1. Les forces

Deux aspects fondamentaux, au milieu de beaucoup d'autres, peuvent être soulignés. Tout d'abord, le fait qu'il s'agit d'une convergence de divers secteurs d'activité sociale et ensuite qu'une des principales fonctions est de renforcer une conscience collective.

Le concept de convergence suppose que tous les participants soient mis sur le même pied, une grande ONG ou un mouvement débutant, et que chacun ait la possibilité de s'exprimer. C'est une première caractéristique des Forums sociaux, qui ont toujours mis l'accent sur un fonctionnement démocratique, l'absence d'une hiérarchie constituée par le pouvoir des uns ou des autres et donc la création d'un

espace où chacun puisse s'exprimer, expliquer ses objectifs, faire part de ses expériences, échanger sur les difficultés rencontrées et discuter des alternatives et des stratégies.

Bien entendu, il ne s'agit pas dans les Forums sociaux d'un rassemblement de n'importe qui. La charte est tout à fait claire pour établir les critères. Il s'agit de ceux qui luttent contre le néolibéralisme, contre l'hégémonie mondiale du capital, contre toute forme d'impérialisme et qui sont à la recherche d'alternatives. Cela exclut automatiquement un certain nombre d'organisations qui ne peuvent souscrire à un tel objectif : celles qui font partie des groupes dominants ou de ce que l'on pourrait appeler la société civile d'en haut. Mais la charte prévoit également que les organisations politiques n'ont pas une place institutionnelle au sein de Forums, même si leurs membres et éventuellement des dirigeants des partis politiques peuvent y participer à titre personnel ou dans le cadre d'ONG ou de mouvements sociaux ne sont pas représentés comme tels. Les mouvements religieux ou les Eglises qui se définissent en fonction d'objectifs spirituels ou pastoraux. Cela n'empêche nullement des croyants organisés d'être présents, par le biais de mouvements sociaux ou d'organisations non gouvernementales ou comme personnes à condition d'appuyer les objectifs du Forum.

Dans le continent africain, la conscience collective d'une lutte contre le néolibéralisme est relativement récente ou même à ses tout débuts. Le problème fondamental du continent a été au cours des dernières décennies, de se redéfinir nationalement et de créer son identité politique. Sans doute, l'exploitation économique a-t-elle été ressentie, à la fois comme une agression externe et comme une restructuration sociale interne ayant permis l'éclosion d'une classe servant d'intermédiaire à l'exploitation des richesses nationales. Aujourd'hui cependant, dans la plupart des pays africains et notamment au sein des Forums, lorsqu'ils ont pu se dérouler, une conscience objective de ce que signifie la logique même du système économique national et mondial est en train de se développer. Cela ne signifie nullement un abandon des efforts pour construire un Etat national solide et capable d'assurer la souveraineté politique, mais également le contrôle des ressources naturelles et des produits alimentaires. Cela ne signifie pas non plus une attention exclusive aux aspects économiques, mais aussi une mise en valeur des résistances culturelles et éthiques, face à la destruction des deux domaines précités.

L'absence d'une conscience collective abordant le caractère global et mondial des situations, peut conduire à une faiblesse, non seulement dans les perspectives d'analyse, mais surtout dans les formes de l'action. En fait, quoi qu'on en dise, le continent africain est celui qui est le plus intégré dans la mondialisation, en tant qu'objet d'exploitation et non pas en tant qu'acteur. Une telle situation rend les populations africaines très vulnérables, particulièrement susceptibles d'être entraînées dans des conflits aux conséquences très graves et souvent prêtes à se laisser prendre au piège des cooptations. On l'a souvent souligné au cours de ce premier Forum social congolais, la nécessité de changer les mentalités est grande, mais il ne faut pas oublier que ces dernières changent en fonction des pratiques et de la réflexion sur les pratiques. Tout cela indique l'importance de l'introduction de l'Afrique dans le courant altermondialiste qui se construit à l'échelle mondiale.

Convergence signifie également que l'on accepte de ne pas être d'accord sur tout. C'est une des raisons pour lesquelles les Forums ne produisent pas un

document final ni des consignes d'action. En effet, de telles initiatives signifient nécessairement des compromis et exigent de passer un temps considérable à des discussions de procédure ou de rédaction, sans parler de pressions pour faire passer telle ou telle proposition. Ce n'est pas que les Forums ignorent la nécessité de l'action, et nous en reparlerons, mais ce n'est pas leur fonction. Offrir un espace de convergence où tous se sentent à l'aise est déjà en soi un acte politique qui conditionne l'avenir.

En deuxième lieu, parmi les forces des Forums, il faut souligner l'importance de la construction d'une conscience sociale commune. C'est évidemment une première phase dans un processus, mais le fait que des organisations congolaises continentales ou mondiales aussi diverses que celles des femmes, des peuples autochtones, des paysans, des ouvriers, des défenseurs des droits de l'homme, des défenseurs des forêts, de l'action humanitaire, des promoteurs de paix, des défenseurs des consommateurs, puissent dialoguer ensemble sur des problèmes communs, est de la toute première importance dans l'état actuel des mouvements et des organisations sociales.

Cela permet de se rendre compte que l'on est tous dans le même bain, sans doute avec des spécificités, mais aussi avec des problèmes qui concernent tout le monde : par exemple, la destruction des forêts, la piraterie des ressources naturelles, les privatisations sans limite, la corruption de nombreux responsables administratifs et politiques. Tout cela appartient à la même logique et il est important d'en comprendre les mécanismes. Personne, dans une convergence, ne doit abandonner ses objectifs, ni même ses priorités. L'important est de connaître celles des autres et d'essayer de comprendre pourquoi des actions d'appuis mutuels peuvent être nécessaires, de même qu'une lutte commune pour certains objectifs.

On aura tout de suite compris par ailleurs que l'aspect éthique est très important dans la construction d'une conscience collective. C'est là que peuvent intervenir les différentes références religieuses ou philosophiques, auxquelles il ne faut pas renoncer, mais qui au contraire permettent de souligner le lien entre les principes et l'action.

2. Les limites des Forums sociaux

Nous soulignerons aujourd'hui trois limites : le fait qu'ils ne soient pas des organismes d'action ; le danger du développement d'une idéologie de classe moyenne et les stratégies de l'adversaire.

Tout d'abord à propos de l'action. Comme nous l'avons dit, les Forums sont des espaces de rencontres et d'échanges et non pas un mouvement. Ils permettent de dépasser les clivages. De par leur existence, ils sont déjà un fait social en soi, car ils permettent de faire démarrer des réseaux et parfois des expériences communes.

La nécessité de l'action n'en reste pas moins fondamentale. Le risque des Forums c'est qu'on y parle, qu'on y chante, qu'on y danse, mais que pendant ce temps là le système continue à tourner sans être trop éclaboussé par ce qui se passe. Si nous pensons au Congo : au cours des trois jours pendant lesquels nous nous sommes réunis, combien d'arbres ont été coupés dans les forêts de la cuve et du Nord, combien de camions ont passé la frontière de manière illégale remplis de

minerais ; combien de kilos d'or et de coltan ont été exportés clandestinement vers des pays voisins ? L'objection que l'on fait alors aux Forums, c'est l'inefficacité. Cela nous rapporte évidemment à leur fonction. Il ne faut pas attendre des Forums ce qu'ils ne peuvent pas donner. La construction d'une convergence est un pas dans un processus, ni le seul, ni le dernier. Mais évidemment pour que l'efficacité soit réelle, il faut que le processus se déroule dans son ensemble. D'où la préoccupation des Forums sociaux pour l'action.

Divers mécanismes ont été envisagés, dont nous ne pouvons donner l'ensemble dans cette réflexion. Mais il en est un qui est directement disponible dans le sein même des Forums et c'est l'Assemblée des mouvements sociaux. N'oublions pas que ce sont les mouvements qui forment la base fondamentale des Forums. Les ONG (bien qu'il soit parfois difficile dans un pays comme le Congo de faire la part des choses) doivent rester des services et des appuis. Il en est de même des intellectuels, dans le sens large du mot, c'est-à-dire tous ceux qui sont capables de prendre une distance critique vis-à-vis de l'action, où qu'ils se trouvent et dont la tâche au sein du Forum est celle d'un service permettant l'apport d'une réflexion systématique, à la fois d'analyse et de prospective.

L'Assemblée des mouvements sociaux peut donc proposer des objectifs d'action, des stratégies ou des campagnes. Cela s'est passé à plusieurs reprises dans des Forums sociaux mondiaux, continentaux et nationaux. Ce fut le cas par exemple en 2003, de la campagne contre la guerre de l'Irak, proposé au Forum européen de Florence et qui réunit le 15 février de cette année plus de 15 millions de personnes dans les rues de plus de 600 villes. Ce fut le cas aussi de la lutte contre l'ALCA en Amérique latine, qui fut victorieuse et dont l'initiative a été proposée au cours des Forums en Amérique latine. Nous voyons donc que ce ne sont pas les Forums, ni leur Conseil national ou international qui prennent l'initiative de l'action. Mais ils forment un cadre qui permet aux mouvements sociaux de faire des propositions.

Cela nous permet de poser un autre problème, celui du rapport au politique. Au départ des Forums, il y eut une forte méfiance vis-à-vis du monde politique. Ce n'était pas toujours sans raison. En effet, bien souvent les organisations politiques ont instrumentalisé les mouvements sociaux ou ont essayé de les soumettre à la logique électorale, alors que les fonctions sont très différentes. Cependant, la crainte du politique a parfois amené à adopter des attitudes anti-politiques, particulièrement irréalistes. Cela explique le succès qu'a pu avoir la théorie de John Holloway, développée dans son ouvrage : Comment transformer les sociétés sans prendre le pouvoir ? Sans doute, la prise du pouvoir gouvernemental ou présidentiel ne constituent-elles pas la totalité des instruments pour changer une société. De ce point de vue, la position est correcte. Mais comment réaliser une réforme agraire, une campagne d'alphabétisation, la récupération de la souveraineté sur les ressources naturelles, sans exercer un pouvoir politique ?

Les logiques sont différentes. Il est important que l'on comprenne et que l'on respecte les autonomies. Les acteurs politiques sont obligés de réaliser des compromis en fonction des rapports de force. Les mouvements sociaux ne peuvent abandonner leurs objectifs et la radicalité de ces derniers pour se soumettre à des impératifs politiques et alors conquérir le pouvoir dans ce domaine ? C'est donc une question que l'on peut éluder et qui d'ailleurs dans un continent comme l'Amérique latine a pris une nouvelle dimension. L'établissement de gouvernements désireux de

mettre en pratique un certain nombre des objectifs des Mouvements résistant contre le néolibéralisme et la création de nouveaux organes d'intégration économique, sociale ou culturelle, place les mouvements et les ONG face à de nouvelles responsabilités.

La deuxième limite se situe sur un plan culturel et il s'agit de la mentalité de classe moyenne qui domine souvent les responsables des ONG et de certains mouvements sociaux, car de fait ils appartiennent à ce milieu social. Ce ne sont pas les plus pauvres qui sont présents dans les Forums, mais ceux qui parlent au nom des pauvres. Il s'agit de le reconnaître. C'est un fait social et il faut chercher les parades aux déviations possibles. L'idéologie de la classe moyenne est généralement peu radicale, accommodante, forte en paroles plus qu'en actes et risque donc de se détacher des objectifs populaires réels et de ce qu'est une véritable société civile d'en bas. Il y a là un obstacle réel, mais pas insurmontable. La conscience du phénomène permet de développer une autocritique permanente et de se faire interpeller par les bases.

Il faut ajouter à cette réalité, le fait que la toute grande majorité des victimes du système économique mondial ne sont pas représentées dans les Forums, parce qu'elles ne sont pas organisées. Dans le monde entier, on connaît des résistances, souvent radicales et même parfois victorieuses, de groupes locaux, qui s'élèvent contre la construction d'un barrage, la privatisation de l'eau ou de l'électricité, l'achat par des compagnies transnationales de forêts, etc., mais qui pour autant ne constituent pas des mouvements. C'est un des défis importants des Forums sociaux, mais également des mouvements sociaux, de réunir dans une force plus cohérente l'ensemble de ces initiatives. Un mouvement comme MONLAR (Mouvement pour la réforme agraire) au Sri Lanka, a permis de rassembler pour des actions communes, à la fois des mouvements organisés et des initiatives locales qui n'avaient pas nécessairement abouti à une organisation permanente. A Mumbai, lors du quatrième Forum social mondial, la présence physique de personnes des classes populaires a permis d'être mieux conscient de cette situation. L'institutionnalisation nécessaire des luttes crée évidemment une distance objective entre les bases et organisations, mais il est possible de surmonter cet obstacle.

La troisième limite est celle des stratégies de l'adversaire. Il ne faut pas s'attendre à ce que le système économique néolibéral, avec ses instruments institutionnels et son action politique et culturelle reste indifférent face aux initiatives prises au départ des Forums. Déjà maintenant trois stratégies sont développées. La première est la cooptation. Le FMI a organisé un bureau de contact avec les ONG. La Banque mondiale avait mis sur pied une instance réunissant les grandes religions du monde. Le Forum économique mondial de Davos invite des dirigeants syndicalistes, des ONG et même des chefs d'Etat progressistes, pour un "dialogue" dont cependant les conditions minimales ne sont pas réunies.

Par ailleurs, l'utilisation des concepts et des mots est aussi un champ de lutte culturelle. Les organismes financiers internationaux parlent de société civile, de démocratie participative, de lutte contre la pauvreté de décentralisation, mais ils donnent à ces concepts des sens radicalement différents de ceux des mouvements sociaux. Pour la Banque mondiale, donner plus d'espace à la société civile, signifie réduire celui de l'Etat. La lutte contre la pauvreté s'inscrit à l'intérieur de la logique du marché, à l'origine de l'accroissement des inégalités. La décentralisation permet un

contrôle plus facile de la part des puissances économiques. Enfin, il faut ajouter l'appareil répressif toujours plus important, soit par le biais de lois sécuritaires qui diminuent les libertés civiques, soit par un renforcement des forces policières, soit encore par l'extension des bases militaires, américaines principalement, pour le contrôle des ressources naturelles.

Il s'agit donc pour l'ensemble des forces altermondialistes, d'être conscient de ces stratégies et d'essayer d'en prévoir les effets, de se défendre et ne pas se laisser piéger. D'où l'importance de l'action pour la paix et contre les bases militaires dans le monde : il faudrait par exemple que l'opinion publique congolaise s'oppose à l'établissement de nouvelles bases américaines dans le Bas Congo et au Katanga. D'où l'importance aussi d'une grande vigilance concernant les législations répressives, qui sous le prétexte de lutter contre le narcotrafic et le terrorisme ou d'assurer la sécurité, ce qui sont des objectifs certainement valables, servent en fait à la répression des mouvements sociaux et à leur criminalisation. D'où également la nécessité de former des réseaux de défense juridique, notamment pour les dirigeants des mouvements sociaux, les avocats, les journalistes qui souvent sont la cible des pouvoirs répressifs.

3. L'avenir

La convergence des mouvements sociaux et des organisations progressistes n'est pas un but en soi. Elle n'est qu'un élément dans un ensemble, qui va de la construction d'une conscience collective à celle d'acteurs collectifs. C'est ainsi que nous pourrions déboucher un jour sur un nouveau sujet historique, c'est-à-dire l'ensemble des porteurs d'un projet post-capitaliste qui permettra d'organiser l'économie mondiale sur d'autres bases que celles de la destruction de la nature et de millions d'êtres humains. Au cours des 19^e et 20^e siècle, c'est la classe ouvrière des pays industrialisés qui a formé ce sujet historique. Aujourd'hui, il ne pourra qu'être pluriel, certes avec la présence des travailleurs organisés, mais également avec d'autres acteurs, l'ensemble des victimes de la soumission du travail au capital, qui s'est étendu aujourd'hui à l'ensemble du monde et à tous les groupes sociaux subalternes : les paysans, les peuples autochtones, les femmes, etc.

Quant aux objectifs à fixer, afin de construire ce monde post-capitaliste, on peut les résumer en quatre axes fondamentaux, fondements d'une autre mondialisation. Il s'agit tout d'abord de se baser sur des ressources naturelles renouvelables et d'établir un contrôle public sur le non renouvelable. Cela signifie une autre philosophie du rapport entre les êtres humains et la nature. De l'exploitation on doit retrouver la notion de symbiose, telle qu'elle existait dans les sociétés précapitalistes. Les êtres humains font partie de la nature et le respect de cette dernière signifie aussi le respect de l'humanité.

Le deuxième axe est de privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange. En d'autres mots, la production et la distribution des biens et des services doit se réaliser d'abord en fonction des besoins des gens et seulement en second lieu pour des échanges. La logique du capitalisme va exactement dans l'autre sens. Tout doit devenir marchandise, pour pouvoir contribuer à l'accumulation du capital, ce qui aboutit à privilégier une consommation sophistiquée et destructrice sur les besoins globaux de l'humanité. Renverser la perspective signifie également une autre philosophie de l'économie, rétablissant sa fonction essentielle, c'est-à-dire produire

les bases nécessaires à la vie matérielle, culturelle et spirituelle de tous les êtres humains à travers le monde.

Le troisième axe constitue à instaurer une démocratie généralisée, c'est-à-dire, dans le domaine politique, non seulement une démocratie représentative mais aussi participative et d'étendre cette dernière à l'ensemble des rapports sociaux, y compris dans l'organisation de l'économie et dans les rapports entre hommes et femmes. Enfin, le dernier axe est l'interculturalité, c'est-à-dire donner la possibilité à toutes les cultures, à tous les savoirs, à toutes les philosophies, à toutes les religions de contribuer à la construction de cette nouvelle logique post-capitaliste, en lui apportant la diversité et les bases éthiques indispensables.

L'altermondialisme et son expression dans les Forums sociaux se trouvent donc face à une tâche très importante à réaliser dans l'avenir. On est au début d'un processus. L'important est de savoir qu'il existe des possibilités d'aboutissement et que même si la lutte est dure et longue, elle peut déboucher. C'est certainement une des leçons que nous avons pu tirer du premier Forum social congolais.

Annexe N°6 :

MOT DE CLOTURE DU FORUM SOCIAL CONGOLAIS

Par Sylvestre KAMBAZA, Coordonnateur

Monsieur le Chanoine François Houtart, Représentant du Comité International du Forum Social Mondial

Mesdames, Messieurs les membres des délégations amies du FSC

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil du FSC

Mesdames, Messieurs les membres des mouvements sociaux amis,

Mesdames, Messieurs,

Une expression populaire dit que « CELUI QUI VEUT PEUT ». Nous, les mouvements sociaux congolais, avons voulu et nous avons pu. Nous avons voulu organiser la première édition du FSC et nous venons de le faire.

Félicitons donc nous tous pour avoir concrétisé en action notre volonté d'organiser cette première édition du Forum Social Congolais.

Nous avons tous suivi les différentes étapes de déroulement de ce Forum et nous venons d'auditionner la synthèse des résultats, des propositions d'alternatives d'action et de plaidoyer auxquels nous sommes arrivés et pour lesquels nous avons pris des engagements fermes en vue de leur concrétisation.

Avec toute modestie, les organisateurs reconnaissent que ces résultats n'ont pu être possibles que grâce au concours des plusieurs acteurs visibles et invisibles ; parmi lesquels nous pouvons citer :

- Les membres du Conseil du FSC
- Le Chanoine François Houtart et le CETRI

- Le Centre Wallonie – Bruxelles
- Christian AID
- SOLSOC
- CCFD
- CNCD
- Les mouvements sociaux congolais

Nous leur présentons nos sincères remerciements.

Nous remercions aussi les différentes délégations étrangères qui ont accepté de venir partager leurs expériences avec nous, notamment celles venues de la Belgique, de la France, de Suisse, du Tchad et du Sénégal.

Nos sincères remerciements d'adressent aussi aux responsables politiques de la ville de Kinshasa pour leur suivi discret, la responsables du Jardin Botanique et du Cercle du Zoo, pour les cadres de travail qu'ils ont mis à notre disposition.

Ensuite, nous remercions tous nos compatriotes membres des mouvements sociaux venus des toutes provinces et de l'extérieur du Pays, et qui ont accepté d'énormes sacrifices financiers et autres, pour venir construire ensemble un autre Congo.

En dépit de ces résultats positifs et éloquents, le Conseil du Forum reconnaît que tout n'a pas été parfait. Malgré notre bonne volonté et notre engagement pour réussir le pari, il y a eu des faiblesses organisationnelles liées à notre faible expérience des Forums sociaux, à l'hésitation de certains acteurs sociaux à s'engager, à la modicité des moyens financiers disponibles,..., que nous endossons et pour lesquelles nous sollicitons votre indulgence, en promettant de faire mieux dans l'avenir

Enfin, nous avons pris des engagements, et nous devons les concrétiser, en nous rappelant que nous pouvons nous **inscrire** dans une convergence mondiale, en profitant de la semaine mondiale de mobilisations et d'action qui se terminera le 26 janvier 2008, pour poser des actions concrètes, petites soient-elles.

Ceci peut être une occasion d'organiser des Forums sociaux provinciaux ou locaux.

Nous vous promettons de produire un document condensé de toutes les recommandations et alternatives ressorties de ce Forum et nous vous le ferons parvenir dans les meilleurs délais.

Nous vous remercions, nous vous souhaitons tous bon retour et à la prochaine édition du FSC prévue dans deux ans.

Pour terminer, répétons encore une fois ensemble qu'« **Un autre Congo, plus juste, plus égalitaire, est possible. Construisons-le ensemble** ». Merci.

Sylvestre KAMBAZA

Coordonnateur du FSC

Annexe 7 :

COMMENT FAIRE PROFITER LES POPULATIONS DE LA COOPERATION INTERNATIONALE ET REGIONALE ?

JEANNE ALASHA BAHMURWAKI, SOFADE – BELGIQUE

FORUM SOCIAL CONGOLAIS DU 24 AU 28 JUIN 2007

Espace : La RDC et la Mondialisation néolibérale

Introduction

L'histoire de la coopération reste tributaire des liens historiques et amicaux que les pays entretiennent avec la RDCONGO variant au gré de la conjoncture mondiale et des facteurs propres à chacun des partenaires

C'est ainsi pour des raisons historiques la coopération belge est une des coopérations la plus forte et aussi celle qui est sujette à beaucoup de critiques.

Cette coopération est marquée par des relations dans divers domaines de la vie des populations des nations : politique, économique, social, culturel et politique.

Le constat général est que l'aide au développement apportée par les différents pays au Congo n'est pas palpable car elle n'a aucun impact sur l'amélioration des conditions des populations auxquelles elle est destinée. Les trois quarts de l'aide vont dans les prises en charge des donateurs (salaires, véhicules, assurances, primes et autres) et les responsables politiques des projets.

Les coopérations ont toujours été actives au Congo depuis l'indépendance de notre pays, mais

force est de constater que sur le terrain les problèmes essentiels qu'elle s'efforce de résoudre, persistent même dans ses domaines de prédilection comme la santé l'éducation l'armée. Cependant à côté de ces résultats peu éloquentes nous devons reconnaître que des actions ont été faites en faveur de la population dans la réhabilitation des hôpitaux des écoles, actes appréciés par la population concernée quand la réalisation de ces projets a tenu compte de l'avis des concernés et répondait à leur attente.

Au niveau régional la coopération est surtout basée sur les échanges commerciaux et des compétences car aucun pays de la région n'a la capacité d'apporter une aide au développement à l'autre néanmoins quand ces échanges se font dans la paix et le respect de l'autre elles sont très enrichissantes et constructives

Ici aussi quelques pays et organisations font exception nous citons l'Afrique du Sud, la SADEC qui ont soutenu la RDCONGO pendant la transition et des élections

- La coopération n'a jamais développé un pays et il ne faut pas compter sur la coopération pour le développement d'un pays. Le développement d'un pays c'est la population d'un pays qui la réalise à partir du moment elle prend conscience de son pouvoir et la capacité intrinsèque du capital humain.

Exemple de l'inefficacité de la coopération au niveau sanitaire. La réhabilitation des hôpitaux de référence sans réhabiliter les centres de santé qui sont en première ligne d'intervention ou se réalise généralement la prévention et le dépistage avec comme conséquence une résurgence des maladies du siècle passé qui était sous contrôle et en voie d'éradication, telles que la TBC, la peste en Ituri la lèpre, la peste, le charbon, l'onchocercose.

Quelques recommandations nous semblent indispensables pour une nouvelle approche de la coopération

1. Etablir une cartographie de la coopération en adéquation avec les attentes et les réalités des populations concernées. Ne pas compter sur les études faites dans les bureaux d'étude en Europe et autres donateurs mais une cartographie établie avec les concernés.
2. Il faudrait que le gouvernement veille aux programmes proposés et leurs réalisations concrètes et ne pas seulement se limiter à donner les autorisations et faire payer des taxes parfois inexplicables.
Et aussi veiller à informer les autorités locales de l'existence des programmes mis en œuvre dans son entité et lui donner la possibilité de veiller aussi sur la réalisation du programme.
Le gouvernement ne doit pas avoir peur de faire des vraies évaluations des projets pour les laisser continuer ou arrêter.
Ceci exige déjà au niveau de gouvernement la bonne gouvernance et l'éthique politique
3. Il est indispensable que les associations locales et les communautés soient impliquées dans la l'identification et conception des projets car elles connaissent et maîtrisent les réalités du terrain.
4. Au niveau régional la coopération ne peut se faire que dans le respect et la sécurité il est indispensable que ces deux facteurs soient tenus en compte pour une vraie coopération.

Conclusion

Dans toute forme de coopération le respect mutuel et la modestie des intervenants sont les clés incontournables de la réussite d'un partenariat efficace.

BAHEMURWAKI Alasha

SOFADE Belgique

Email : sofade.femme@yahoo.fr

sofade.femme@hotmail.com

Annexe 8 :